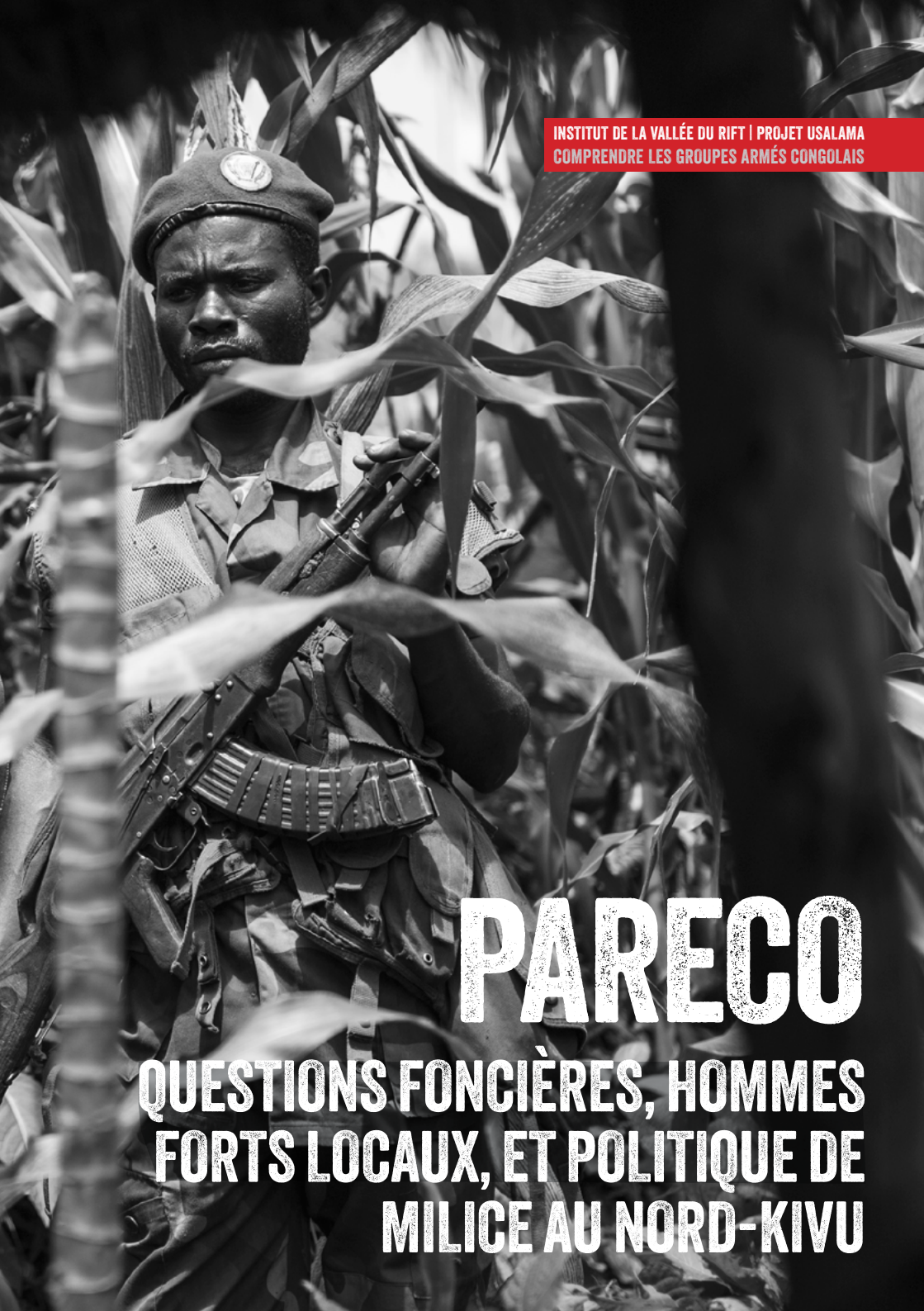




INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT | PROJET USALAMA
COMPRENDRE LES GROUPES ARMÉS CONGOLAIS

PARECO

QUESTIONS FONCIÈRES, HOMMES
FORTS LOCAUX, ET POLITIQUE DE
MILICE AU NORD-KIVU

INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT | PROJET USALAMA

.....

PARECO

Questions foncières, hommes forts
locaux, et politique de milice au
Nord-Kivu

JASON STEARNS



Publié en 2013 par l'Institut de la Vallée du Rift
1 St Luke's Mews, Londres W11 1DF, Royaume-Uni
PO Box 30710 GPO, 0100 Nairobi, Kenya

LE PROJET USALAMA

Le Projet Usalama de l'Institut de la Vallée du Rift fournit des éléments d'information sur les groupes armés en République démocratique du Congo. Le Projet est soutenu par Humanity United et Open Square et mené en collaboration avec l'Université catholique de Bukavu.

L'INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT (RVI)

L'Institut de la Vallée du Rift (www.riftvalley.net) œuvre en Afrique de l'Est et centrale afin d'accroître l'influence du savoir local sur le développement social, politique et économique.

L'AUTEUR

Jason Stearns est Directeur du Projet Usalama du RVI. Auteur de *Dancing in the Glory of Monsters: The Collapse of the Congo and the Great War of Africa*, il a été Coordonnateur du Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC.

DIRECTEUR EXÉCUTIF DU RVI: John Ryle

DIRECTEUR PROGRAMME DU RVI: Christopher Kidner

DIRECTEUR DU PROJET USALAMA DU RVI: Jason Stearns

RESPONSABLE DU PROGRAMME GRANDS LACS DU RVI: Michel Thill

RESPONSABLE DES PUBLICATIONS DU RVI: Fergus Nicoll

CHARGÉ DE L'INFORMATION DU RVI: Tymon Kiepe

CONCEPTION DU RAPPORT: Lindsay Nash

TRADUCTION FRANÇAISE: Catherine Dauvergne-Newman, *horizons*

CARTES: Jillian Luff, *MAPgrafix*

IMPRESSION: Intype Libra Ltd., 3/4 Elm Grove Industrial Estate, Londres SW19 4HE, Royaume-Uni

ISBN 978-1-907431-14-2

LÉGENDE COUVERTURE: Un soldat de l'APLCS, faction dissidente de la PARECO, à Shasha, Nord-Kivu (2012). Photographie de Phil Moore.

DROITS

Copyright © The Rift Valley Institute 2013

Image de couverture © Phil Moore 2012

Texte et cartes publiés au titre de la licence Creative Commons

Attribution-Noncommercial-No Derivative

www.creativecommons.org/licenses/by/nc-nd/3.0.

Ce rapport peut être téléchargé gratuitement sur le site www.riftvalley.net.

Des versions imprimées peuvent être obtenues sur Amazon.





Carte 2. Le Nord-Kivu, indiquant les territoires où la PARECO exerce son influence au début de l'année 2008

Table des matières

Préface: le Projet Usalama	6
Résumé	8
1. Introduction	10
2. Les guerres des années 1990	12
La guerre de l'AFDL	16
La création des «Mongols»	17
RCD et TPD: de nouvelles formes de mobilisation	18
Transition et échecs du processus de paix	22
3. La naissance de la PARECO	25
Contexte politique: les élections et le CNDP	25
Réunion de Pinga et création de la PARECO	29
Effondrement du mixage et Conférence de Goma	33
4. Apogée et déclin de la PARECO	37
Mutinerie du M23 et vestiges de la PARECO	41
Une renaissance de la PARECO? M23, Nyatura et PARECO-Fort	43
5. Conclusions et considérations d'ordre politique	49
Impliquer les élites politiques	50
Impliquer les leaders militaires	54
Impliquer l'échelon local	56
Glossaire des acronymes, termes et expressions	59
Bibliographie	61
Carte 1. L'est de la RDC, montrant la région de la carte détaillée sur la page suivante	3
Carte 2. Le Nord-Kivu, indiquant les territoires où la PARECO exerce son influence au début de l'année 2008	4

Préface: le Projet Usalama

Le Projet Usalama (qui signifie «paix» ou «sécurité» en swahili) de l'Institut de la Vallée du Rift a été créé en réponse à la violence permanente qui règne dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Des milliards de dollars ont été consacrés à la résolution du conflit afin de mettre fin aux souffrances prolongées qu'endurent les habitants de cette région depuis deux décennies. Pourtant, les organisations internationales qui opèrent en RDC—et même le gouvernement congolais—ont du mal à comprendre les groupes armés congolais au cœur du conflit. Le Projet Usalama examine les racines de la violence, dans le but de mieux comprendre l'ensemble des groupes armés, y compris les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

Le projet de recherche Usalama s'appuie sur plusieurs interrogations: quel est l'historique de ces groupes armés? Qui les soutient et les contrôle? Quelles relations les différents groupes entretiennent-ils avec l'État, les États voisins, les intérêts commerciaux et les forces armées congolaises? Pourquoi a-t-il été si difficile de démobiliser certains groupes, alors que d'autres ont disparu? Et existe-t-il certaines caractéristiques récurrentes dans les manières dont les groupes prolifèrent, négocient avec l'État, puis disparaissent de nouveau?

Le Projet adopte principalement une approche qualitative. Il analyse les sources historiques—et les quelques informations quantitatives disponibles—et revient sur les origines des groupes armés au moyen d'entretiens réalisés avec des responsables politiques, des hommes d'affaires, des représentants de la société civile et des membres de groupes armés. Le Projet repose également sur des travaux de grande envergure menés sur le terrain par des chercheurs internationaux et congolais. Parmi les résultats figurent des rapports sur des groupes armés spécifiques et les grandes zones géographiques du conflit, ainsi qu'une série de séminaires et d'ateliers en RDC.

Nombre des entretiens réalisés pour les besoins du présent rapport ont été menés sous couvert d'anonymat. Pour toutes les personnes

interrogées qui ont demandé à rester anonymes, les informations d'identification figurant dans le rapport se limitent à un numéro associé à un lieu et une date, par exemple «Personne interrogée n° 105, Goma, 28 août 2012». Lors de nos travaux de recherche, des récits relatifs à des événements significatifs et parfois contestés ont été confirmés par de multiples sources ayant une connaissance directe des événements en question.

Résumé

La crise dans l'est de la RDC ne montre aucun signe d'apaisement. L'attention internationale s'est focalisée sur la rébellion du M23 qui, fin 2012, était au centre de l'escalade de la violence. Mais le conflit actuel implique plusieurs dizaines d'autres groupes.

Le présent rapport constitue un exposé détaillé des groupes armés qui apparaissent au sein de la communauté Hutu au Nord-Kivu. Il se concentre plus spécifiquement sur la Coalition des patriotes résistants congolais (PARECO). La stabilisation de l'est de la RDC nécessite une compréhension profonde de la dynamique sous-jacente de chaque faction armée. Dans le cas de la communauté Hutu, les groupes qui sont apparus dans les années 1960 et au début des années 1990 étaient au départ liés à des luttes locales se rapportant à des problématiques foncières et de citoyenneté. Ces dernières années, cependant, les décideurs politiques de Goma, Kinshasa et Kigali ont de plus en plus tenu à exploiter ces griefs pour promouvoir leurs intérêts personnels. La rébellion est ainsi devenue un élément clé des stratégies de l'élite dans l'optique de soutenir sa stature et de protéger ses intérêts. Si la PARECO a été intégrée dans l'armée nationale en 2009, la récente rébellion du M23 menace de donner une nouvelle impulsion aux milices rurales, notamment à celles dont les racines se situent au cœur de la communauté Hutu, ce qui pourrait avoir des conséquences désastreuses pour la population civile.

Les réformes nationales en cours d'adoption en RDC sont tout aussi susceptibles d'apaiser les violences armées que de les attiser. Le gouvernement à Kinshasa s'est montré peu disposé à décentraliser l'État et à organiser des élections locales, conformément à la Constitution. Il n'a pas non plus communiqué de vision afin de renforcer les administrations locales, d'une grande vétusté. Cette attitude n'a fait que conforter les élites régionales dans l'idée qu'il leur fallait continuer d'exercer une pression militaire pour protéger leurs intérêts. Du reste, chacune de ces réformes, si elle est exécutée dans la précipitation, pourrait aussi provoquer de nouveaux conflits.

Une logique similaire s'applique à la question de la réforme foncière, qui suscite depuis peu un intérêt renouvelé parmi les gouvernements donateurs. Bien que les litiges fonciers ne soient pas aujourd'hui la principale cause de la violence, il est difficile d'envisager la stabilité dans les hauts plateaux du Nord-Kivu, à l'est du pays, en l'absence d'une réforme foncière exhaustive. Le principal défi, de nouveau, est celui de la faiblesse de l'État, qui a permis aux chefs coutumiers de continuer d'administrer une grande partie des terres, entraînant l'instauration d'un système parallèle de gestion foncière à l'origine de tensions communales. Le simple fait de convertir tous les titres coutumiers pour leur donner un statut équivalent légal pourrait cependant exacerber ces tensions et permettre aux élites foncières d'accroître leurs biens, déjà conséquents, aux dépens de la classe paysanne.

Enfin, le gouvernement à Kinshasa devra décider de ce qu'il compte faire des derniers groupes armés. Le pays est encore loin de disposer d'une armée nationale et d'une police solides; par conséquent, malgré les déclarations officielles, il incombe à Kinshasa d'inclure au moins certains éléments de démobilisation et d'intégration dans toute future stratégie de résolution de la crise. Il sera pour cela primordial de concevoir des programmes qui évitent de renforcer parmi les groupes armés la logique intégration/rébellion dite des «portes tournantes» qui a prévalu ces dernières années.

1. Introduction

La PARECO, dernier groupe armé à être apparu au sein de la communauté Hutu, a été instaurée par des élites politiques et des officiers de l'armée désenchantés alors que l'est de la RDC connaissait une escalade du conflit en 2006 et 2007. Derrière les raisons immédiates de leur ressentiment se cachait une longue histoire marquée par des luttes communales dans les Kivus, dont une grande partie étaient liées à l'immigration de 300 000 Rwandais vers les hauts plateaux de la province à l'époque coloniale (1908–1960). Sous le Président Mobutu, qui fut à la tête du pays pendant trente-deux années (1965–1997), ces tensions ne firent que s'exacerber, alors que les politiques sur la citoyenneté et les régimes fonciers favorisèrent dans un premier temps les Hutu et les Tutsi au Nord-Kivu—connus collectivement sous le nom de Banyarwanda—pour ensuite les discriminer. Les tensions culminèrent pendant la période de démocratisation (1990–1997) lorsque Mobutu tenta de consolider son pouvoir en semant une discorde d'ordre ethnique: les communautés se mobilisèrent pour les élections et la guerre civile rwandaise se propagea à l'Ouest, dans les Kivus.¹

Trois facteurs encouragèrent l'émergence de la PARECO, chacun d'entre eux étant symptomatique des défis auxquels la RDC reste confrontée aujourd'hui encore. Tout d'abord, l'intégration de l'armée à l'échelle du pays suite à l'accord de paix de 2003 fit de nombreux mécontents parmi les commandants, qui eurent le sentiment de ne pas se voir attribuer les postes et les rangs qu'ils méritaient. En outre, le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) de Laurent Nkunda, majoritairement Tutsi, prenait de l'ampleur.² Fin 2006, le CNDP se lança dans un bref

1 Pour obtenir des informations historiques de fond plus complètes sur le conflit politique et ethnique dans la région, veuillez consulter le rapport du Projet Usalama de l'Institut de la Vallée du Rift intitulé «Nord-Kivu: Contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'est du Congo» (2012).

2 Pour de plus amples détails, voir le précédent rapport du Projet Usalama de l'Institut

exercice d'intégration dans l'armée congolaise, qui représenta une menace pour d'autres personnalités influentes de la province. Enfin, les élections nationales de 2006 firent inévitablement plus de perdants que de gagnants—ces premiers ressentant alors le besoin de consolider leur base politique en soutenant des factions armées.

La PARECO était au départ une large coalition de militants et de combattants issus de différentes communautés, notamment Hunde, Hutu, Nande, Nyanga et Tembo, mais c'est la communauté Hutu qui fournit le plus grand nombre de troupes et de dirigeants militaires. C'est la raison pour laquelle le présent rapport se consacre principalement à l'aile Hutu de la PARECO, retraçant sa genèse en analysant sa longue histoire de mobilisation au sein de la communauté Hutu du Nord-Kivu. C'est en faisant ressurgir ce passé et en comprenant les moteurs de ces différents groupes que l'on pourra mieux comprendre la PARECO, ainsi que ses éventuels successeurs.

2. Les guerres des années 1990

Lorsque nous leur avons demandé de commencer par le commencement, nombre des dirigeants PARECO interrogés pour les besoins du présent rapport ont choisi d'évoquer la «guerre de Masisi» de 1993—soit 13 années avant la naissance officielle de la PARECO en tant que telle. Ce conflit marqua l'arrivée de personnalités Hutu à des postes de leadership dans des zones rurales. Cela représenta la première incarnation de groupes armés dans le «Petit Nord»—la moitié inférieure de la province du Nord-Kivu, qui englobe les territoires de Masisi, de Rutshuru, de Nyiragongo et de Walikale—et servit de terrain d'entraînement à la plupart des futurs dirigeants et commandants des communautés. Cependant, contrairement aux groupes qui sévissent aujourd'hui, les milices formées à cette époque étaient décentralisées et solidement ancrées dans les communautés paysannes.

La violence éclata à Masisi lorsque les politiques nationales et locales entrèrent en opposition, les dirigeants basés à Kinshasa et à Goma cherchant à tirer parti des conflits communautaires dans un climat politique de plus en plus incertain. En 1993, le Zaïre s'était engouffré dans une crise politique profonde, alors que ce pays extrêmement pauvre et corrompu commençait à s'ouvrir à la perspective d'une démocratie multipartite.

Parallèlement, la politique locale était de plus en plus tendue. Soucieux de diviser l'opposition et de souligner les dangers de la démocratie, le Président Mobutu encouragea les troubles ethniques à la périphérie de l'État, citant une menace souvent attribuée à Louis XV: *«Après moi, le déluge.»* En 1991, Mobutu, revenant sur sa politique qui jusque-là avait consisté à ne nommer aux postes de leadership provinciaux que des personnes extérieures, désigna principalement des Nande, des Hunde et des Nyanga aux postes à responsabilité du Nord-Kivu. Les élections étant imminentes, les tensions augmentèrent entre ces dirigeants et les Banyarwanda, population d'origine rwandaise qui constitue la majorité du Petit Nord.

Pendant ce temps, la faiblesse de l'État avait alimenté l'apparition de «mutuelles», des groupes d'entraide communale reposant sur des facteurs ethniques, qui comblaient ainsi le vide laissé par l'État. Le fossé le plus profond se situait entre les Banyarwanda—dont de nombreux descendants de personnes qui avaient immigré à l'époque coloniale—et les communautés «autochtones»: Hunde, Nyanga, Tembo et Nande. La plus importante de ces associations était la Mutuelle agricole des Virunga (MAGRIVI), constituée à Kinshasa en 1980 par des dirigeants Hutu dans le but de promouvoir la solidarité et le développement au sein de leur communauté. Pour sa part, la communauté Hunde, dont les chefs coutumiers régnaient sur une grande partie du territoire de Masisi, formèrent une organisation similaire appelée Bushenge-Hunde. Ces deux mutuelles fournirent des armes à leurs propres groupes d'autodéfense et les représailles motivées par la quête d'un contrôle foncier et politique se multiplièrent.

Le premier incident de violence massive se produisit en mars 1993 à Ntoto, près de la frontière entre les territoires de Walikale et de Masisi, lorsque des communautés mobilisées pour les élections et des leaders provinciaux appelèrent les paysans à se défendre contre ce qu'elles affirmaient être une attaque Hutu imminente. La violence se propagea rapidement jusqu'aux zones ethniquement plus diversifiées situées le long des pentes occidentales des hauts plateaux de Masisi. Des milices d'autoprotection Hutu furent formées ponctuellement, s'appuyant sur les structures communautaires existantes: la communauté Hutu ayant un passé d'immigrants, elle n'était pas organisée autour d'autorités coutumières, par conséquent ce fut aux instituteurs, aux chefs religieux et aux hommes d'affaires locaux de fournir le tissu social autour duquel les milices s'unirent.³

3 À Masisi, contrairement à Rutshuru, la majorité de la population Hutu descend d'immigrants arrivés à l'époque coloniale. L'autorité coutumière se trouve donc largement entre les mains des populations Hunde, Tembo et Nyanga autochtones.

Au départ, la principale milice Hutu prit le nom sans prétention de «Combattants Hutu» et, encore plus simple, de «Magrivi»—alors qu'elle n'entretenait aucun lien officiel avec la mutuelle MAGRIVI. Elle fit son apparition de manière indépendante dans trois endroits du territoire de Masisi et, au début, bénéficia d'une coordination mutuelle faible, pour ne pas dire inexistante. À Mahanga, Zabuloni Munyantware, un policier congédié par les autorités Hunde, se mit à organiser la jeunesse locale. À Busihe, en direction du nord-est, un ancien officier de l'armée, Janvier Mayanga wa Gishuba, dispensa un entraînement militaire rudimentaire à de jeunes gens et leur remit des machettes, des cannes de bambou et des lances. Quelques mois plus tard, Bigembe Turinkinko, propriétaire terrien Nyamaboko et dirigeant de la MAGRIVI, se fit un nom en formant son propre groupe. Ces trois leaders seraient appelés à jouer un rôle clé dans l'insurrection de la PARECO 14 années plus tard.

Après les meurtres de Ntoto, les combats se propagèrent rapidement sur le territoire de Masisi, faisant des milliers de morts parmi toutes les parties; de nombreuses régions se retrouvèrent ainsi ethniquement homogènes. La plupart des officiels Hunde et une grande partie de la classe paysanne s'enfuirent vers des centres ruraux comme Sake, Kitchanga, la ville de Masisi et Nyabiondo, tandis que les combattants Hutu consolidèrent le contrôle qu'ils exerçaient sur une grande partie des hauts plateaux de Masisi.

Les combats perdurèrent jusqu'à la fin de 1993. Mobutu s'était rendu à Goma en personne et avait installé un autre gouvernement provincial, celui-ci moins partisan sur le plan ethnique, en le soutenant au moyen d'une force militaire. À Masisi, un accord de partage des pouvoirs finit par être conclu avec, à sa tête, un Hunde, mais trois Hutu et trois Tutsi furent nommés à des postes influents. Dans de nombreux lieux, des leaders Hutu devinrent adjoints de chefs coutumiers Hunde, tandis que des délégations de la société civile parvinrent à organiser des réunions de réconciliation intercommunautaires. Il est intéressant de noter que celles-ci pourraient servir de précédent utile pour les troubles que connaît aujourd'hui le pays.

À cette époque-là, les communautés Hutu et Tutsi de Masisi étaient

LE COMPROMIS DE 1993–1996

L'administration de Masisi, axée sur un partage des pouvoirs, finit par inclure les leaders suivants:

Commissaire de Masisi: Masumbuko Kubuya (Hunde)

Commissaire de zone adjoint, Bibwe: Zacharie Bizumuremyi (Hutu)

Commissaire de zone adjoint, Ngungu: Alexi Ndahiroranye (Hutu)

Commissaire de zone adjoint, Nyamitaba: Félicien Miganda (Hutu)

Commissaire de zone adjoint, Masisi: Ruhana Mirindi (Tutsi)

Commissaire de zone adjoint, Kibabi: Stanislas Kananura (Tutsi)

Conseiller économique du gouverneur du Nord-Kivu: Édouard Mwangachuchu (Tutsi)

encore proches, du moins dans les zones rurales, même si les Tutsi, qui ne représentaient qu'une petite minorité démographique, entretenaient également de bonnes relations avec les Hunde. Les deux communautés étaient considérées «étrangères» et, à ce titre, furent exclues des postes élus, notamment pendant la transition démocratique qui s'opéra au début des années 1990. Un nouveau phénomène régional, cependant, vint rapidement envenimer ces relations: l'escalade de la guerre civile au Rwanda. Le gouvernement au pouvoir à Kigali et, surtout, les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) recrutèrent de l'autre côté de la frontière— parmi la communauté Hutu pour le régime du Président rwandais Juvénal Habyarimana, de plus en plus axé sur des considérations ethniques, et parmi la communauté Tutsi pour le FPR.

Le coup final fut asséné à l'arrivée d'environ un million de réfugiés dans l'est de la RDC en juillet 1994 suite au génocide rwandais. Les combattants Hutu congolais s'allièrent aux soldats des Forces armées rwandaises (FAR) délogées, désormais appelées tout simplement «ex-FAR». *«Les réfugiés étaient nos frères, alors nous avons collaboré avec eux»*, a expliqué un commandant des combattants haut placé. *«Ils nous ont donné des armes et nous ont aidés dans notre*

lutte.»⁴ Au cours des deux années qui suivirent, la quasi-totalité de la population Tutsi des zones rurales de Masisi et de Rutshuru prit la fuite, une grande partie se retrouvant au Rwanda.

La guerre de l'AFDL

Cette dimension régionale, injectée dans un climat déjà volatil, provoqua une guerre de grande ampleur et domina l'évolution de la région au cours de la décennie qui suivit. Tandis que persistaient les milices Hutu, la communauté commença à se diviser sur la question de savoir comment se positionner par rapport au Rwanda.

En 1996, le Rwanda, l'Ouganda, l'Angola et plusieurs autres pays bricolèrent une coalition de forces congolaises pour envahir le Zaïre, dissoudre ces camps de réfugiés et finalement retirer Mobutu du pouvoir. Les Tutsi congolais, dont beaucoup avaient rejoint le FPR entre 1989 et 1994 pour libérer le Rwanda, tinrent une place importante au sein de cette Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL). En octobre 1996, l'AFDL prit le contrôle de Goma, poussant les réfugiés rwandais à se disperser dans les collines alentour.

Les impératifs stratégiques se conjuguèrent à un désir de vengeance personnelle, alimentant des mois de massacres effroyables perpétrés à la fois contre les Hutus rwandais et congolais dans les Kivus. L'AFDL et les soldats rwandais tuèrent de nombreux leaders politiques, commerciaux et communautaires Hutu, ainsi que des milliers de fermiers et de villageois. La violence eut un impact profond mais ambigu sur la communauté Hutu; elle alimenta un fort ressentiment et une haine persistante—mais de nombreux leaders se rendirent également compte qu'une résistance armée serait difficile vu la supériorité militaire du Rwanda.

En mai 1997, la Première guerre du Congo prit fin à l'arrivée de l'AFDL à Kinshasa: Laurent Kabila fut proclamé Président et le Zaïre devint la République démocratique du Congo. En septembre de la même année, les acteurs du conflit qui persistait dans le Nord-Kivu cherchèrent à

4 Projet Usalama, personne interrogée n° 25, Rutshuru, 17 avril 2012.

opérer un tournant stratégique. Le gouvernement rwandais se tourna vers les leaders Hutu pour s'assurer de leur soutien; certains répondirent favorablement, persuadant des milliers de combattants de rejoindre l'AFDL. Parmi eux figurait Robert Seninga, le vice-président des combattants Hutu. *«Ces mois furent très durs mais nous n'avions vraiment pas le choix», s'est-il souvenu. «Les Rwandais disposaient d'armes à feu largement meilleures et d'un approvisionnement régulier; nous n'étions qu'une force de guérilla de brousse.»*⁵ Des troupes Hutu furent envoyées dans les camps d'intégration militaire à Goma et Kisangani, où elles furent assujetties à un entraînement rude et des conditions difficiles. Des allégations persistent au sein de la communauté Hutu selon lesquelles des centaines d'hommes auraient trouvé la mort dans ces camps.

La création des «Mongols»

L'AFDL eut un effet dévastateur sur la communauté Hutu. Son leadership fut décimé et les derniers fidèles furent divisés. Début 1998, ceux qui avaient résisté à l'appel de l'AFDL radicalisèrent leur résistance, se basant dans le sud de Masisi sous le commandement de Bigembe Turinkinko et d'Hassan Mugabo. Ce groupe prit le nom de «Mongols»—d'après certains, ce mot proviendrait de l'expression kinyarwanda *kumongore* («choisir un morceau»), en référence au fait que cette milice s'adonnait à la taxation et au pillage de manière relativement modérée.

Pour les aider à résister contre l'élan anti-insurrectionnel rwandais, le groupe des Mongols forma une alliance avec l'Armée de libération du Rwanda (ALiR), une nouvelle faction rebelle créée par des commandants ex-FAR avec d'anciens miliciens et des réfugiés rwandais. L'ALiR et son successeur, les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), sont souvent qualifiées, notamment par le gouvernement rwandais, d'«auteurs du génocide». Cette appellation prête à controverse: s'il ne fait aucun doute que ces groupes comptaient des génocidaires

5 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Robert Seninga, Goma, 16 mai 2012.

à leurs échelons les plus élevés, qu'ils prônaient la haine ethnique et qu'ils abritaient nombre de civils qui avaient orchestré le génocide, un pourcentage élevé de soldats de l'ALiR/FDLR n'avait probablement jamais pris part au génocide.

Un profond bouleversement s'opéra à la mi-1998 lorsque le Président Kabila se brouilla avec ses alliés rwandais. Cela provoqua la création d'une nouvelle rébellion soutenue par le Rwanda et basée à Goma, le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), qui, à la fin de l'année, avait réussi à conquérir une grande partie des Kivus.

Cette nouvelle rébellion exacerba les divisions au sein de la communauté Hutu. Se méfiant du Rwanda, certains leaders Hutu combattirent le RCD. En février 1999, Bigembe, le leader du plus grand de ces groupes, se vit remettre un téléphone satellite par Kinshasa, ce qui lui permit de rester en contact avec les commandants militaires de Kabila. Également à l'initiative de Kinshasa, ces Mongols conclurent début 2000 une alliance avec des combattants fidèles au général Padiri Bulenda de la communauté Tembo, rejoignant sa large coalition de Maï-Maï—terme générique et familier désignant les milices d'autodéfense communautaires qui firent leur apparition dans tout l'est de la RDC. Les forces de Kinshasa agissant par procuration contre le RCD dans l'est du pays reposaient sur cette triple alliance entre l'ALiR, les Mongols et les Maï-Maï.

RCD et TPD: de nouvelles formes de mobilisation

Même malgré ces divisions, une majorité d'anciens combattants Hutu finirent par se ranger du côté du Rwanda et du RCD. Le Rwanda avait besoin d'alliés locaux fiables pour cette nouvelle guerre. Lorsque les camps de réfugiés de l'est de la RDC furent désintégrés par l'AFDL, des insurgés rwandais, grâce aux bases arrière situées dans l'arrière-pays kivutien, s'infiltrèrent de nouveau dans leur propre pays et attaquèrent des sites stratégiques. Confrontée à une insurrection implacable dans le nord-ouest du Rwanda, Kigali était bien décidée à creuser un fossé entre les Hutus congolais et rwandais. D'après un agent de la sécurité

LEADERSHIP DU TPD

L'organisation comptait 11 cofondateurs dont nous avons connaissance. Ceux-ci bénéficièrent d'un financement initial octroyé par le gouvernement rwandais:

Président: Alexis Makabuza, important homme d'affaires Tutsi à Goma

Vice-président: Eugène Serufuli, infirmier et homme d'affaires Hutu

Bertin Kirivita, négociant Hutu travaillant pour les renseignements rwandais

Albert Semana, Tutsi, cadre politique du RCD

Suisse Nzeyingoro, agent du renseignement rwandais

Faustin Rwahama, agent du renseignement rwandais

Colonel François Munyarugerero, officier Tutsi congolais

Théo Mpambuka, Hutu, agent du RCD

Felix Musanganya, Hutu

Patrick Gashema, Tutsi, leader d'un mouvement pour la jeunesse

Célestin Senkoko, agent du renseignement rwandais

rwandais: *«Nous nous sommes rendu compte que tant que les Hutus congolais soutenaient les FDLR, nous ne pourrions pas sécuriser notre frontière.»*⁶

Au cours des années qui suivirent, et notamment avec le soutien du gouverneur du Nord-Kivu Eugène Serufuli, le Rwanda et ses alliés du RCD purent cultiver des alliés au sein de la communauté Hutu, en promouvant leurs leaders sur le devant de la scène commerciale et politique de Goma, Rutshuru et Masisi. S'il est vrai que les Hutu avaient occupé une place importante sous Mobutu, ils n'exercèrent jamais autant d'influence ou de pouvoir au niveau local que pendant la période allant de 1998 à 2006.

Parallèlement, des commandants militaires Hutu se rapprochèrent de

6 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec un agent de la sécurité, Rwanda, 27 décembre 2004.

plus en plus des élites locales et se dissocièrent de leurs racines rurales. Au début du RCD, encouragés par Kigali, des leaders Hutu furent nommés à des postes à responsabilité au Nord-Kivu—mais cela ne suffit toujours pas à unir toute la communauté Hutu derrière le mouvement. Par conséquent, fin 1998, des agents de la sécurité rwandais et congolais commencèrent à tester de nouvelles formes de mobilisation. Ils conclurent une alliance de leaders Hutu et Tutsi chargés de réconcilier les deux communautés et d'aider à rapatrier les réfugiés rwandais, des dizaines de milliers d'entre eux vivant encore dans les forêts des Kivus. Des slogans populaires tels que *bene mugab'umwe* («fils du même père») et *ubumwe* («unité») furent scandés, symbolisant cette démarche conciliatrice.

C'est ainsi que fut lancée, en octobre 1998, une organisation à but non lucratif, Tous pour la paix et le développement (TPD). Le TPD favorisait les intérêts des élites tout en séduisant les communautés locales. Il contribua à rapatrier des réfugiés Hutu vers le Rwanda, réalisa des projets de développement et participa à la gestion politique et militaire de la province. Cette initiative semble avoir moins été une initiative politique du gouvernement rwandais qu'une proposition faite à Kigali—et donc au leadership du RCD—par des agents du renseignement subalternes rwandais et des politiciens congolais. Mais il était essentiel de bénéficier de l'apport financier et du soutien organisationnel de Kigali.⁷ *«Vous devez comprendre», a expliqué un leader du TPD, «que toutes les principales politiques de cette époque, qu'elles aient été destinées au RCD ou au TPD, étaient coordonnées par le Rwanda.»*⁸

Alors qu'il n'en était techniquement que le vice-président, la personnalité centrale du TPD—et de la communauté Hutu au sens large—était Eugène Serufuli, nommé gouverneur du Nord-Kivu en 2000. Il accéléra la stratégie consistant à nommer de nouveaux agents de l'administration dans des zones rurales, dont beaucoup étaient Hutu et Tutsi, diluant ainsi

7 Projet Usalama, personne interrogée n° 103, Goma, 12 et 13 mai 2012.

8 Projet Usalama, personne interrogée n° 119, Goma, 16 mai 2012.

le pouvoir des chefs coutumiers. Par exemple, dans le groupement de Bashali-Mokoto, à Masisi, 13 des 15 chefs de localité furent pour ainsi dire remplacés par des individus désignés par le RCD, des Hutu étant souvent nommés à la place des chefs Hunde. Dans les cas où les chefs coutumiers Hunde ne furent pas remplacés, le RCD désigna souvent des secrétaires Hutu pour être leur adjoint—et lorsque l'insécurité contraignit les chefs à quitter leur chefferie, ces adjoints représentèrent l'autorité *de facto*.

Parallèlement, l'économie politique du Nord-Kivu connaissait d'importants changements qui conduisirent à un rapprochement croissant entre les élites politiques, les dirigeants du monde des affaires et les groupes armés. De nouvelles entreprises furent créées, dont la gestion directe était assurée par le RCD ou Kigali, leurs bénéfices servant à financer les dépenses de guerre. D'après des enquêteurs de l'ONU, cela fut notamment le cas d'entreprises qui appartenaient ou étaient liées à des agents du gouvernement rwandais haut placés, telles que Rwanda Metals, la Société minière du Maniema, Grands Lacs Metals et Eagle Wings Resources.⁹ D'autres entreprises étaient officiellement privées mais appartenaient souvent à des entrepreneurs locaux qui s'appuyaient sur le RCD et les forces de sécurité rwandaises pour leur protection. Le «système», comme ce phénomène fut surnommé, permettait de réduire les frais des entreprises, les négociants étant soumis à un nombre réduit d'agences fiscales et à une moindre ingérence politique. *«La vie sous le RCD était plus facile à de nombreux égards»*, s'est souvenu un homme d'affaires en 2012. *«On avait un seul patron à payer, pas vingt.»*¹⁰

Les impératifs politiques et sécuritaires s'étaient enlisés dans la quête

9 «Rapport final du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la République démocratique du Congo», présenté au Conseil de sécurité de l'ONU par Kofi Annan le 12 avril 2001; <http://www.un.org/News/dh/latest/drcongo.htm>. «Rapport final du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la République démocratique du Congo présenté au Conseil de sécurité de l'ONU par Kofi Annan le 23 octobre 2003; <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/No3/567/36/IMG/No356736.pdf?OpenElement>.

10 Projet Usalama, personne interrogée n° 26, Goma, 17 mai 2012.

du profit lorsque Serufuli cimenta son pouvoir à la fois au niveau local et dans le milieu des affaires—exploit que peu de leaders des Kivus avaient accompli avant lui. Les manœuvres politiques à l'origine de la création de la PARECO en 2007 ne furent pas sans rappeler cette époque—et ce type de stratégie politique reste aujourd'hui une réalité.

Transition et échecs du processus de paix

En 2002, la plupart des principales factions belligérantes congolaises signèrent l'Accord global et inclusif, qui mit fin à la Deuxième guerre du Congo et instaura un cadre dédié à l'intégration des groupes armés au sein d'un gouvernement de transition et d'une armée nationale. Ce processus de paix représenta une forte menace à l'influence politique et aux intérêts économiques du RCD dans l'est du pays. La perspective des élections, prévues deux ans après l'instauration du gouvernement de transition, dérangeait le RCD tout autant que celle du partage des postes administratifs et de commandement militaire. Le groupe armé central qui apparut pour contrecarrer le processus de paix, le CNDP, fut le résultat direct de cette profonde ambivalence à l'égard du processus démocratique.

En réponse à ces menaces, les services de sécurité rwandais contribuèrent à asseoir le pouvoir politique de Serufuli. Depuis l'arrivée des forces de l'AFDL en 1996, les autorités à Goma avaient commencé à mettre en place les Forces de défense locale (FDL), sur le modèle de milices rwandaises similaires et, au départ, composées en grande partie d'anciens combattants Hutu de Masisi. Début 2003, la transition étant imminente, Serufuli et son TPD accélèrent le recrutement d'éléments pour les FDL afin de consolider leurs effectifs avant l'intégration de l'armée. Comme l'a dit l'un des leaders des FDL:

Ce n'est que lorsque le RCD s'est rendu à Kinshasa que Serufuli est devenu réellement puissant. Il a fait sortir de nombreux hommes FDL de la forêt et ils ont commencé à travailler pour lui. [...] En 2003, Serufuli a remis 60 \$ à chaque personne qui rejoignait ses rangs. Nous nous sommes retrouvés

avec des milliers de soldats. Nous avons aussi commencé à distribuer des armes depuis le domicile de Serufuli ici à Goma. Nous prenions les armes chez lui et les donnions à tous les *nyumba kumi* et chefs de quartier des zones rurales. [...] Nous leur expliquions que les FDLR ne valaient rien et que les Hutu et les Tutsi devaient se réconcilier.¹¹

Parallèlement, le lien crucial entre les groupes armés et le monde des affaires fut mis en évidence par les mêmes élites locales qui cherchaient à renforcer le contrôle économique qu'elles exerçaient dans la province en créant toute une série d'entreprises privées dans les secteurs des télécommunications, de l'exploitation minière, de l'agriculture et de l'assurance. Parmi les actionnaires congolais figuraient certains membres dirigeants du RCD: Mode Makabuza, Bertin Kirivita, Serufuli, Boniface Balamage, Alexi Makabuza et Célestin Vunabandi. Le gouvernement rwandais investit également dans la société de téléphonie mobile Supercell et dans les assurances SCAR.¹²

Mais la transition politique finit par sonner le glas de l'alliance Hutu-Tutsi et conduisit à la fragmentation du leadership du RCD, certains membres choisissant de se couvrir en flirtant avec Kinshasa. Cela fut plus particulièrement le cas d'Eugène Serufuli, qui était dépassé par une élite Hutu pro-Kinshasa, d'un côté, et, de l'autre, par des tenants de la ligne dure du RCD qui s'opposaient à toute intégration nationale. Pendant toute la guerre du RCD, des Hutu de premier plan, surtout du territoire de Rutshuru, dont la population Hutu avait toujours été plus hostile au gouvernement FPR à Kigali, s'étaient alliés à Kinshasa. Parmi ces personnalités figuraient le professeur Nyabirungu Mwene Songa et Sekimonyo wa Magango. Fin 2003, les tenants de la ligne dure avaient trouvé un leader en la personne d'un dissident, le général Laurent Nkunda, qui commença à rassembler autour de lui les agents désabusés du RCD.

.....

11 Projet Usalama, personne interrogée n° 103, Goma, 16 avril 2012.

12 Projet Usalama, personne interrogée n° 103, Goma, 16 avril 2012; personne interrogée n° 24, Goma, 20 mai 2012; et personne interrogée n° 119, Goma, 22 mai 2012.

En juillet 2006, Nkunda annonça la création du CNDP. Alors que, dans un premier temps, Serufuli avait collaboré avec Nkunda—fournissant des fonds et des troupes pour le siège de Bukavu en juin 2004 et lui payant sa maison à Goma—les relations entre les deux hommes se dégradèrent au fur et à mesure que leur concurrence s'intensifiait. Serufuli força Nkunda à fuir au Rwanda en 2005. En signe de représailles, des unités du CNDP empêchèrent Serufuli et ses alliés de faire campagne pour les élections législatives provinciales qui devaient se tenir en octobre 2006.¹³

Début 2006, Serufuli avait fait un choix clair, opérant un virage vers Kinshasa tout en renforçant ses liens avec les leaders Hutu locaux et les commandants de milices. Cette stratégie allait finir par amener Serufuli à conclure un partenariat avec des milices Hutu pro-Kinshasa à Masisi et par porter un coup fatal aux relations entre Kigali et le leadership Hutu local.

.....

13 Des loyalistes de Nkunda de la 83^{ème} brigade empêchèrent le RCD de faire campagne à Tongo le 31 août et le 5 octobre 2006. D'après certaines allégations, un conducteur de mototaxi local aurait été tué par les troupes de Nkunda après avoir été accusé de travailler pour Serufuli.

3. La naissance de la PARECO

Contexte politique: les élections et le CNDP

La PARECO ne doit pas être considérée simplement comme un groupe armé, mais comme la manifestation d'une stratégie de positionnement des élites militaires et politiques par rapport aux nouvelles menaces et aux mouvements militaires apparus au Nord-Kivu. Si elle comptait nombre des mêmes grandes personnalités que les milices de Masisi en 1993, cela faisait longtemps que celles-ci avaient été intégrées dans la politique et les machinations des élites.

Le groupe démarra par des initiatives disjointes. D'un côté, de nombreux commandants Hutu, notamment ceux qui émanaient de groupes Maï-Maï fragiles, prenaient mal le fait de se voir attribuer des postes inférieurs après leur intégration dans l'armée nationale congolaise «relookée», les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). L'intégration des groupes armés fit de très nombreux mécontents—ce qui n'est nullement étonnant vu que beaucoup de milices se composaient d'un corps d'officiers hypertrophié et auto-proclamé.

L'un de ces mécontents notoires était le colonel Hassan Mugabo, un commandant des combattants, au faible niveau d'instruction, originaire de Masisi, qui avait été un important opposant du RCD pendant la guerre. Mugabo faisait partie du groupe Maï-Maï commandé par le général Padiri Bulenda, et il avait été intégré dans l'armée au moment de l'unification. Cependant, en raison de la fragilité du leadership politique de la faction Maï-Maï Hutu, il n'avait pas réussi à s'arroger un poste de commandement lors de deux précédents exercices d'intégration: lorsque vint le moment de désigner des commandants et des leaders politiques pour ce groupe au sein du gouvernement de transition, Padiri mit sur la touche un grand nombre de ses collaborateurs, notamment ceux qui n'appartenaient pas à son groupe ethnique, les Tembo. «*Nous n'avons personne à Kinshasa ou Goma pour protéger nos intérêts*», a expliqué Félicien

Miganda, ancien porte-parole de Mugabo, «*alors Mugabo et nombre de nos autres commandants ont été écartés.*»¹⁴

Frustré, Mugabo se retira à Goma mais il resta en contact avec ses anciens collègues et soldats, dont beaucoup avaient été découragés par le processus d'intégration. Début 2005, des raids furent signalés, qui auraient été lancés par ses anciens soldats dans le sud de Masisi.¹⁵ Le chef coutumier local auto-proclamé, Bigembe Turinkinko, qui avait été le dirigeant politique de l'insurrection Maï-Maï Hutu dans le sud de Masisi, joua également un rôle clé dans cette mobilisation.¹⁶ Mais même à eux deux, Mugabo et Bigembe ne disposaient pas de l'influence politique ou de l'accès aux ressources nécessaires pour rassembler une force puissante.

C'est à ce moment-là qu'intervinrent plusieurs poids lourds politiques à Goma et Kinshasa, cherchant à accroître leur propre influence en réaction au CNDP. Parmi eux se trouvait Dieudonné Bakungu Mithondeke, homme fort de la communauté Hunde qui avait été vice-gouverneur du Nord-Kivu de juillet 2003 à décembre 2005. D'après des participants, des réunions entre Mugabo, Bigembe et Mithondeke commencèrent en juillet 2006.¹⁷ Agitateur connu pour ses virulents discours anti-CNDP, Mithondeke était en contact avec plusieurs commandants Maï-Maï de sa communauté qui avaient été désenchantés par l'intégration de l'armée, notamment les colonels Akilimali Shemondo, Janvier Karairi Bwingo et Ntasibanga. En outre, des chefs traditionnels Hunde, que le CNDP avait harcelés et mis à mal à Masisi, participèrent à ces réunions—notamment

.....
14 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Félicien Miganda, Goma, 20 mai 2012.

15 Un rapport interne de la MONUC daté du 9 mars 2005, par exemple, a décrit les combats entre la 6^{ème} brigade Maï-Maï de Mugabo et une ancienne unité RCD basée à cet endroit.

16 Masisi se compose de trois chefferies coutumières et du secteur de Katoyi. Ce dernier a été instauré dans les années 1970 par le gouvernement central, qui désigne le chef du secteur. Bigembe n'est donc pas un chef coutumier héréditaire.

17 Projet Usalama, personne interrogée n° 17, Katoyi, 16 mai 2012.

Mwami Bahati Kaembe de Bashali-Kaembe (le beau-père de Mithondeke) et Michel Bakungu de Nyabiondo (le frère de Mithondeke).

Un autre ancien commandant Maï-Maï du nord de la province, le colonel Sikuli Lafontaine, arriva de Kinshasa, où il avait été basé depuis sa participation aux pourparlers de paix de 2002 en tant que représentant des Maï-Maï. Lafontaine entra en relation avec d'autres commandants de sa communauté Nande, étendant ses contacts à Mithondeke et à des commandants Hunde début 2007. S'il est vrai que l'aile Hutu de la PARECO allait finir par être sa faction la plus solide, les relations politiques de Lafontaine et son bon niveau d'instruction par rapport à ses confrères firent qu'il fut choisi pour devenir le leader global de la coalition.

Mais ce sont les associés de Serufuli qui jouèrent sans doute le rôle le plus important, quoique très discret. Début 2006, celui-ci commença à user de son influence sur les commandants Hutu des 81^{ème} et 83^{ème} brigades—d'anciens combattants des FDL parmi lesquels Nkunda recrutait la plupart de ses soldats—pour les inciter à quitter le CNDP. En février 2006, le commandant de la 83^{ème} brigade, le colonel David Rugayi, et plus de 1 400 soldats firent défection et s'intégrèrent à l'armée. Plusieurs mois plus tard, le commandant de la 81^{ème} brigade, le colonel Smith Gihanga, également Hutu, en fit autant.

Les élections présidentielles et législatives du 30 juin 2006 ne firent que confirmer la nouvelle réalité politique. Le RCD, qui avait contrôlé jusqu'à un tiers du pays, fut décimé. Le candidat RCD à l'élection présidentielle, Azarias Ruberwa, remporta seulement 1,7 % des suffrages, tandis que son parti n'obtint que 15 des 500 sièges au parlement. *«Il fallait que Serufuli prouve qu'il était toujours un leader»*, a commenté l'un de ses agents du renseignement. *«Il avait été diminué dans les urnes et marginalisé sur le plan militaire.»*¹⁸

.....

18 Projet Usalama, personne interrogée n° 22, Bukavu, 12 avril 2012.

Mais Serufuli ne fut pas le seul leader Hutu à profiter de cette occasion pour se réinventer au moyen d'une nouvelle rébellion. *«C'est ce que ces hommes savent faire de mieux»*, a déclaré un ancien associé de Serufuli. *«Cela fait vingt ans qu'ils se battent et lorsqu'ils sentent qu'une nouvelle rébellion se profile, ils la rejoignent. C'est dans leur sang.»*¹⁹

La plupart de ces leaders avaient joué des rôles de premier plan lors des précédentes insurrections Hutu. Le général Janvier Mayanga wa Gishuba, officier Hutu le plus gradé de l'armée nationale, commença à rencontrer Mithondeke début 2007 et dépêcha plusieurs de ses gardes du corps à Masisi pour participer à la mobilisation. Bigembe Turinkinko se mit également à mobiliser les jeunes locales du secteur de Katoyi, où étaient basées de nombreuses troupes de Mugabo. Le colonel Zabuloni Munyantware, qui avait commandé dans leur ensemble les combattants Hutu en 1993 avant de rejoindre le RCD, était agent du renseignement au sud de Masisi en 2006. Par la suite, son rôle consista à organiser la force de police de la PARECO.²⁰ Par ailleurs, le colonel Gwigwi Busogi, ancien commandant des combattants Hutu et collègue de Mugabo au sein du mouvement Maï-Maï du général Padiri, joua un rôle clé en mobilisant les jeunes Hutu dans le territoire de Kalehe, au Sud-Kivu, où la PARECO s'établit plusieurs mois après son apparition à Masisi.

Ces premières démarches, certes hésitantes, qui visaient à faire contrepoids à Nkunda s'accéléchèrent en décembre 2006 lorsqu'éclatèrent les premiers combats de grande ampleur entre le CNDP et l'armée nationale. Cherchant à désamorcer cette crise, le gouvernement congolais conclut un premier accord de paix avec le CNDP, qui conduisit au «mixage», à savoir l'intégration sur le terrain du CNDP dans l'armée nationale. Cet accord conféra aux commandants du CNDP des postes de premier plan au sein de l'armée congolaise, favorisant ainsi la stature et l'influence de Nkunda. *«C'est le mixage qui a déclenché la création de la*

19 Projet Usalama, personne interrogée n° 20, Goma, 19 mai 2012.

20 Projet Usalama, personne interrogée n° 17, Katoyi, 16 mai 2012, et personne interrogée n° 25, Rutshuru, 17 avril 2012; entretien avec le général Mayanga, Kinshasa, 17 juin 2012.

PARECO», a dit l'un de ses anciens leaders. «Cela nous a montré qu'on ne pouvait pas faire confiance au gouvernement à Kinshasa. Il fallait que nous prenions nous-mêmes les choses en main.»²¹

Réunion de Pinga et création de la PARECO

Chaque groupe armé s'accompagne d'un «folklore» qui lui est propre. Si une grande partie des travaux qui conduisirent à la création de la PARECO se déroulèrent à Goma et Kinshasa, l'événement qui marqua sa fondation à proprement parler se tint dans la ville reculée de Pinga, située en pleine jungle, dans le territoire de Walikale, le 14 mars 2007. La réunion fut organisée à l'initiative du colonel Lafontaine, qui choisit ce lieu car il était à mi-chemin entre le territoire de Lubero, son bastion, et le sud-ouest de Masisi, où étaient basés les autres leaders. Il est difficile de savoir exactement qui participa à cette réunion car tous ceux qui revendiquent une position au sein du leadership de la PARECO insistent aujourd'hui sur le fait qu'ils y ont assisté.

La PARECO prônait-elle une idéologie? D'après la déclaration initiale de la coalition, elle avait été formée pour protester contre le mixage, autrement dit l'intégration des troupes du CNDP dans l'armée, un procès accusé par la coalition d'avoir le but d'étendre la domination des Tutsi dans la région. Les auteurs de cette déclaration réclamaient l'arrestation du général Nkunda, la fin du rapatriement des réfugiés Tutsi congolais du Rwanda et l'identification d'une solution pacifique pour les FDLR. Des entretiens avec d'anciens commandants de la PARECO et des hommes politiques reflètent bien cette attitude, parfois en des termes virulents, certains d'entre eux évoquant la menace que pose le Rwanda en essayant de créer un «Empire Hima»—référence qui sous-entend l'existence d'une identité raciale supérieure—ou une «République des Volcans» dirigée par les Tutsi.

Mais les anciens leaders de la PARECO invoquent diverses motivations fondamentales, dont certaines sont bien moins focalisées sur des

.....

21 Projet Usalama, personne interrogée n° 19, Goma, 25 juillet 2012.

préjugés ethniques. Cela est tout particulièrement le cas de ceux qui ont participé au RCD. Pour eux, la PARECO était une forme de mouvement communal d'autodéfense contre le pouvoir croissant du CNDP. Un ancien officier de la PARECO a ainsi expliqué :

Au départ, nous avons rejoint le CNDP. Nkunda a organisé des réunions et nous a dit qu'il voulait que les Hutu et les Tutsi s'unissent, que nous ne formions qu'une seule communauté et que nous parlions tous la même langue, et que le gouvernement ne s'occupait pas de nous. Mais par la suite, nous avons remarqué qu'ils ne joignaient pas les actes à la parole. Ils ont commencé à nous traiter, nous les Hutu, de manière discriminatoire. Ils ont amené leurs vaches dans nos champs. Un paysan ou un soldat Hutu ne pouvait avoir le même accès aux commandants du CNDP qu'un Tutsi. Alors nous sommes partis et nous avons rejoint la PARECO.²²

L'aile politique de la PARECO était moins stable et connu de nombreux remaniements la première année. Sa première porte-parole fut Sophie Bwiza Bitegetsimana, fille d'un important leader Hutu de Masisi, qui avait rencontré Mithondeke et Mayanga à Kinshasa en 2006. Cependant, ayant été imposée par l'aile de Lafontaine, elle fut rejetée par les commandants Hutu, qui lui préférèrent Sendugu Museveni, un instituteur Hutu assez peu connu.

Des divisions d'ordre ethnique apparurent rapidement dans l'aile militaire—les dissensions internes se reflétant sur le plan géographique. Le quartier général de la PARECO fut au départ établi dans le sud de Masisi mais, au bout de six mois, le groupe répartit le commandement entre le Quartier général A à Kasiki (territoire de Lubero) et le Quartier général B à Katoyi (Masisi). Début 2008, un autre QG avait été implanté à Kasopo (Masisi) pour répondre aux demandes des officiers Hunde. Des officiers des différents groupes ethniques furent déployés

.....
22 Projet Usalama, personne interrogée n° 21, Lushebere, 11 mai 2012.

STRUCTURE DE COMMANDEMENT INITIALE DE LA PARECO

La cohésion fragile du groupe se reflète dans les différentes manières dont ses membres décrivent son organigramme. En effet, quatre leaders de la PARECO interrogés ont chacun donné une description différente de la structure de commandement en place sur cette période. D'après un officier d'état-major haut placé (un Hunde, ce qui pourrait expliquer la prédominance improbable d'officiers Hunde), le commandement de la PARECO était ainsi composé peu de temps après sa création:

Coordinateur et commandant-en-chef: général Sikuli Lafontaine (Nande)

Commandant adjoint: colonel Hassan Mugabo (Hutu)

Chef d'état-major: colonel Ngulu Muhombo

T1 (CHARGÉ DU PERSONNEL): colonel Papa Plus (Hunde);

Adjoint T1: lieutenant-colonel Blaise Nsekanabo (Hutu)

T2 (RENSEIGNEMENT): colonel Safari (Nande);

Adjoint T2: colonel Eugène (Hunde)

T3 (OPÉRATIONS): colonel Bruno (Hunde);

Adjoint T3: lieutenant-colonel Alphonse Ndayambaje (Hutu)

T4 (LOGISTIQUE): colonel Eugène (Hunde);

Adjoint T4: lieutenant-colonel Zerwa (Hunde)

T5 (RELATIONS AVEC LES CIVILS): colonel Manuel (Hunde);

Adjoint T5: lieutenant-colonel Masumbuko (Hunde)*

* Projet Usalama, personne interrogée n° 15, Goma, 25 juillet 2012.

vers les différents quartiers généraux dans le but de maintenir un mode de commandement homogène. Les commandants ouvrirent plusieurs camps d'entraînement, dont un à Bukumbirwa (territoire de Walikale) et un autre à Katoyi.²³

Ces divisions étaient le reflet de réseaux politiques concurrents ainsi que de différences ethniques. L'expérience d'Hassan Mugabo montre la manière dont ces tensions conduisirent à l'éclatement du groupe. Lorsque Mugabo n'obtint pas de nomination dans l'armée en 2006, il se tourna d'abord vers ses anciens camarades Maï-Maï, dont des officiers comme Janvier Bwingo et Akilimali Shemungu.

Cependant, d'anciens leaders du RCD proches du gouverneur Serufuli tentèrent aussi d'assimiler Mugabo dans l'espoir d'endiguer l'influence croissante du CNDP. Même avant la création de la PARECO, des agents comme Robert Seninga et Emmanuel Munyamariba distribuaient des armes et prenaient contact avec d'anciens soldats Hutu à Masisi qui avaient été démobilisés lors de la transition.²⁴ Ils entretenaient des relations complexes avec Mugabo: ils avaient en effet été dans des camps opposés pendant la guerre de 1998-2003, même s'ils avaient combattu ensemble lors des guerres de Masisi de 1993.

En fin de compte, ce furent les fortes élites Hutu de Goma qui l'emportèrent. «*Nous avons tourné la page*», a déclaré Bigembe, un chef Hutu local qui avait été un farouche opposant de Serufuli. «*Nous nous sommes rabattus sur le souvenir de la lutte Hutu des années 1990, pendant laquelle nous tous—Seninga, Mayanga, Mugabo et moi-même—nous étions battus.*»²⁵ Des combattants de la communauté Hunde confirment cette chronologie des événements. Un ancien colonel de la PARECO a mis en cause les «élites

23 Évaluation interne de la PARECO réalisée par la MONUC, avril 2008.

24 Cette répartition a été documentée par les Nations Unies: S/2005/436, «Rapport du Groupe d'experts conformément à la résolution 1596 (2005)», 26 juillet 2005; un document interne de l'ONU remontant à septembre 2006 rend également compte d'une nouvelle vague de mobilisation par le colonel Mugabo et des leaders Hutu à Masisi.

25 Projet Usalama, personne interrogée n° 17, Katoyi, 16 mai 2012.

Hutu» qui, d'après lui, «*ont fait de cela une affaire ethnique*». ²⁶ D'après un ancien associé proche du gouverneur Serufuli, «*Mugabo était faible avant que les leaders Hutu à Goma, notamment Seninga, se mettent à l'appuyer*». Seninga réfute ces allégations, même s'il reconnaît avoir soutenu le groupe sur un plan moral, «*comme le faisaient tous les leaders Hutu dans la région*». ²⁷

Et les recrues ne manquaient pas. En tout, 102 000 soldats avaient été démobilisés entre 2005 et 2008 dans le cadre du processus de paix, avaient perçu une solde de démobilisation et étaient rentrés dans leur village d'origine pour être réintégrés. À la fin de cette démarche, cependant, seuls quelque 60 % de ces jeunes—surnommés «*démobs*»—bénéficièrent d'un programme complet d'avantages pour soutenir leur intégration, et même ceux qui en profitèrent eurent souvent du mal à joindre les deux bouts. ²⁸ Un échantillon de 165 soldats de la PARECO démobilisés en 2008 indique que plus d'un tiers d'entre eux avaient été militaires au sein d'autres groupes avant de rejoindre la PARECO. ²⁹

Effondrement du mixage et Conférence de Goma

En août 2007, le processus de mixage s'effondra en raison de la méfiance qui régnait entre le CNDP et les FARDC, et la PARECO lança pour la première fois des opérations militaires de grande envergure. Cette période marqua également le début du soutien octroyé par l'armée congolaise à la PARECO, dans le cadre d'une stratégie destinée à astreindre les unités CNDP en ravitaillant les milices locales.

L'aile Hutu de la PARECO devint un élément essentiel de la stratégie militaire du gouvernement congolais. Dans certaines zones de Masisi où l'armée nationale était particulièrement vulnérable, essentiellement en raison de problèmes de réapprovisionnement, la PARECO—opérant

26 Projet Usalama, personne interrogée n° 15, Goma, 25 juillet, 2012.

27 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Robert Seninga, Goma, 15 avril 2012.

28 Présentation de la MONUSCO par la division «Démobilisation» à Goma, août 2011.

29 Documents internes confidentiels des Nations Unies.

souvent aux côtés d'unités FDLR—apportait un soutien apprécié. Le meilleur exemple est celui de la 81^{ème} brigade à Katale, connue sous le nom de «Bataillon Requin»: lorsqu'elle se retrouva encerclée et attaquée par les soldats du CNDP le 29 août, elle demanda à la PARECO de lui venir en aide. *«Mugabo a sauvé l'armée congolaise d'une sérieuse défaite»*, a commenté un leader de la PARECO haut placé.³⁰ En termes de soutien militaire réciproque, les unités de la PARECO à Katale reçurent l'appui régulier du colonel Philémon Yav, tandis qu'à Kalehe, la 14^{ème} brigade du colonel David Rugayi, un Hutu, ravitailla également la PARECO en armes et en munitions.

Cette collaboration avait certes démarré au coup par coup, mais elle devint systématique au fur et à mesure que les combats s'intensifiaient. *«Kinshasa avait conscience de cette collaboration et elle la soutenait»*, s'est souvenu le général Mayanga, qui envoya plusieurs de ses officiers pour qu'ils contribuent à la consolidation de la PARECO. Interrogé sur les raisons pour lesquelles le gouvernement aurait voulu fournir un soutien à la PARECO plutôt qu'à sa propre armée, Mayanga a donné la même réponse que de nombreux autres leaders de la PARECO: *«À cause de l'intégration, Kinshasa ne pouvait pas faire confiance à un grand nombre de ses propres commandants, dont certains étaient d'anciens officiers du RCD et donc proches du CNDP. Il nous fallait notre propre armée.»*³¹

Le ressentiment mutuel était profond et amer. On disait de Nkunda qu'il avait deux chiens, l'un s'appelant «Seninga» et l'autre, «Rugayi». Plus sérieusement, étant donné que la PARECO était ancrée dans les communautés locales, le CNDP en conclut que la population locale de certaines régions devait être complice de ses ennemis PARECO, et il se mit à prendre les civils pour cible. Des soldats du CNDP qui se repliaient après l'attaque qu'ils avaient lancée sur Katale pillèrent des fermes situées à proximité et pourchassèrent le frère de Robert Seninga,

30 Projet Usalama, personne interrogée n° 17, Katoyi, 16 mai 2012.

31 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec le général Mayanga, Kinshasa, 10 mai 2012.

important leader Hutu. *«Ils l'ont tué d'un coup de lance. C'était un message qui s'adressait à moi»*, a raconté Seninga.³²

Pratiquement dès le début du conflit ouvert entre le CNDP et la PARECO, celui-ci fut devancé par l'annonce, en septembre 2007, d'une conférence de paix prévue à Goma et impliquant les groupes armés, les partis politiques et la société civile. Ironie du sort, la Conférence de Goma encouragea un nouvel élan de mobilisation, les groupes armés et les décideurs politiques se bousculant pour tirer parti d'un éventuel accord de partage des pouvoirs.

Cette conférence devrait servir de mise en garde contre les défis auxquels tous futurs pourparlers de paix seront exposés. Il s'ouvrit le 9 janvier 2008, avec 1 300 délégués, et dura jusqu'au 25 janvier. Elle se conclut par la signature d'«actes d'engagement», une série d'accords conclus par la plupart des principaux groupes armés dans les Kivus, dont la PARECO, et reposant sur un cessez-le-feu, l'intégration et la démobilisation des groupes armés et l'instauration de garanties politiques et juridiques. D'après un commandant de l'armée congolaise interrogé sur la PARECO et la Conférence de Goma, *«notre stratégie était de diluer le CNDP dans un océan d'autres groupes armés qui s'étaient alliés à nous»*.³³

Mais il semblerait que les signataires n'aient jamais eu l'intention de mettre en œuvre ces actes. *«Même pendant la Conférence de Goma, Kinshasa et le CNDP préparaient leurs offensives»*, a déclaré l'un des diplomates impliqués dans les pourparlers.³⁴ Alors que les pressions internationales visant Kinshasa s'intensifiaient dans le but de lui faire respecter le cessez-le-feu, la présence de la PARECO dans des zones stratégiques devint un faire-valoir crucial pour les combats de l'armée nationale contre le CNDP, notamment à Masisi et dans le nord-ouest de Rutshuru.

32 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Robert Seninga, Goma, 15 avril 2012.

33 Projet Usalama, personne interrogée n° 26, Bukavu, 2 décembre 2012.

34 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec un diplomate à Kinshasa, avril 2008.

Au moment où la PARECO commençait à convertir ses prouesses militaires en stature politique, cependant, elle succomba de nouveau à des discordes internes. La première crise fut déclenchée en février 2008 par la nomination de représentants à la commission chargée de la mise en œuvre du plan de paix post-Goma, le Programme Amani («Paix»). Les commissions techniques offraient de généreux salaires et autres indemnités journalières, les commissaires gagnant ainsi entre 2 000 et 3 000 \$ par mois. La liste de la PARECO penchait fortement en faveur de l'aile de Sikuli Lafontaine et était dirigée par le propre frère de celui-ci, Firmin Mathe. Cette liste fut rejetée par l'aile Hutu de Mugabo, qui s'empessa de suspendre sa participation au processus de paix pendant six semaines.³⁵

Plus ou moins au même moment, l'aile Hunde de la PARECO se désagrégea sous le leadership du colonel Janvier Karairi Bwingo. Ancien Maï-Maï, Bwingo ne se sentait pas lié par les actes d'engagements, qui n'avaient été signés que par des représentants Hutu et Nande. En mai 2008, son groupe dissident était devenu connu sous le nom d'Alliance patriotique pour un Congo libre et souverain (APCLS), mais Bwingo continua de proclamer qu'il soutenait la PARECO.

Enfin, le Programme Amani étant mené au niveau provincial, il accentua les dissensions entre la PARECO du Nord- et du Sud-Kivu: les deux provinces comptent un grand nombre de communautés Hutu immigrées dans les territoires limitrophes de Kalehe et Masisi, mais la dynamique politique y est différente en raison de stratégies distinctes dans les deux provinces.³⁶ En fin de compte, le processus de paix cimenta les divisions internes du groupe.

³⁵ Rapport hebdomadaire de la MONUC sur le Nord-Kivu, 4-10 mai 2008.

³⁶ L'aile sud était dirigée par le colonel Salatiel Rutambuka et le colonel Gwigwi Busogo.

4. Apogée et déclin de la PARECO

La Conférence de Goma ne se solda pas par un processus de paix durable. Le CNDP ne crut jamais que Kinshasa pourrait garantir ses intérêts politiques, économiques et sécuritaires. Pour sa part, le gouvernement ne considéra jamais le CNDP comme un partenaire digne de confiance. En octobre 2008, une nouvelle vague de violence avait entraîné le déplacement d'au moins 250 000 personnes alors que des groupes armés s'affrontaient à travers les territoires de Kalehe, de Masisi et de Rutshuru. L'offensive du CNDP se conclut par la prise du camp militaire de Rumangabo le 6 octobre 2008, avec le soutien des Forces rwandaises de défense (FRD). Fin octobre, les rebelles avancèrent en direction de Goma et, à quelques kilomètres près, faillirent prendre le contrôle de la ville le 26 octobre, événement qui marqua l'apogée des hostilités.³⁷

En décembre 2008, Kinshasa et Kigali convinrent de ce que le Rwanda aiderait à intégrer le CNDP dans l'armée nationale; un facteur important à cet égard serait l'arrestation de son commandant, Laurent Nkunda. Pour leur part, les FARDC lanceraient des opérations contre les FDLR, des alliés de circonstance depuis 1998, et permettraient à l'armée rwandaise de s'impliquer.

Les gouvernements de la RDC et du Rwanda se tournèrent également vers la PARECO, perçue de par sa taille comme la deuxième faction rebelle après le CNDP. Les Rwandais invitèrent Seninga et Bertin Kirivita à Kigali pour élaborer une solution. Leur rôle souligne indiscutablement l'importance des élites Hutu locales et de Kigali pour les groupes armés: Seninga et Kirivita se rendirent à Kinshasa en compagnie de Mugabo à bord d'un jet présidentiel congolais pour négocier les modalités de son intégration auprès du Président Kabila en personne. *«Ils n'étaient pas les fondateurs de la PARECO»*, a déclaré un ancien associé de Serufuli, *«mais*

37 Rapport du Groupe d'experts des Nations Unies, 12 décembre 2008, p. 17.

Kigali et Kinshasa savaient toutes les deux qu'il leur fallait rallier la communauté Hutu, et Seninga et Kirivita sont des acteurs clés.»³⁸

D'après deux leaders de la PARECO, Mugabo proposa ensuite des postes à ses officiers, en consultation avec ses leaders politiques, et le bureau de la présidence le récompensa par une somme d'argent conséquente. Le pacte, officialisé par la signature de l'accord à Goma le 23 mars 2009, contenait les modalités de la dernière tentative d'intégration des groupes armés dans l'armée nationale. Et, dans une certaine mesure, cette démarche porta ses fruits. 3 298 soldats de la PARECO furent intégrés dans les FARDC—2 872 pour le Nord-Kivu et 426 pour le Sud-Kivu—et participèrent aux opérations Umoja Wetu («Notre unité») et Kimia II («Paix II») lancées contre les FDLR.³⁹ Dans certaines brigades, notamment la 241^{ème} et la 242^{ème} basées à Kalehe (Sud-Kivu), plus de la moitié des soldats étaient issus de la PARECO.

Mais alors même que les responsables de l'accord de paix et du processus d'intégration célébraient leur réussite, des dissensions s'élevaient. Comme auparavant, de nombreux commandants PARECO étaient mécontents des postes de bas échelon qui leur avaient été attribués. Les zones opérationnelles et de coordination constituaient le plus haut niveau hiérarchique de l'opération Kimia II—et aucun officier PARECO n'occupait ces postes de commandement, que se partageaient essentiellement des membres du gouvernement et des officiers du CNDP, et ce, malgré l'existence d'un système de quota censé garantir une représentation de la PARECO dans la quasi-totalité des unités, soit au grade de commandant, soit à celui de commandant adjoint. Certes, des officiers de la PARECO obtinrent des postes de commandement dans deux secteurs et plusieurs brigades, mais ils se retrouvèrent fort souvent placés sous les ordres de leurs anciens ennemis du CNDP.

38 Projet Usalama, personne interrogée n° 20, Goma, 12 mai 2012.

39 Rapport de synthèse finale d'intégration accélérée et classique des groupes armés du Nord Kivu, document archivé par le Projet Usalama. Concernant le Sud-Kivu, communication par courriel avec un officier de l'armée congolaise à Bukavu, juillet 2012.

Pour la PARECO, déchirée par un conflit interne et dénuée de leadership politique solide, l'intégration s'avéra fatale. Mugabo, qui n'avait jamais été d'un grand charisme, ne parvint pas à conserver la loyauté de ses officiers, allant même un jour jusqu'à quitter l'armée pour collaborer à une initiative locale de démobilisation. Le déploiement des troupes de la PARECO sur plusieurs centaines de kilomètres et au sein de différentes unités détruisit leur solidarité et les priva du soutien vital que les leaders communautaires Hutu locaux leur avaient donné. Dans l'intervalle, des personnalités de premier plan comme Seninga, Bigembe et Mayanga se divisèrent et ne purent faire preuve d'une influence personnelle suffisante pour maintenir la cohésion des réseaux.

Affaiblie et démoralisée, l'équipe dirigeante de la PARECO devint une proie facile: les commandants se mirent à passer dans le camp CNDP, plus cohésif et plus compétent en matière de manœuvres politiques. L'une des premières manifestations de cette tendance fut la création d'une structure de police parallèle à Masisi fin 2009, sous le commandement des colonels Esaie Munyakazi (ex-CNDP) et Zabuloni Munyantware (ex-PARECO). Certains hommes forts Hutu locaux, comme Emmanuel Munyamariba à Lushebere, prirent également part à l'encadrement de cette force. D'après un commandant de cette structure policière, *«lorsque la PARECO s'est désintégrée, nous avons suivi les patrons les plus forts et les plus riches, qui faisaient partie du CNDP. Que vouliez-vous que l'on fasse?»*⁴⁰ D'après un rapport de l'ONU, cette force parallèle—qui resta opérationnelle jusqu'à la mutinerie du M23 en mars 2012—comptait plus de 1 000 soldats et collectait chaque mois jusqu'à 140 000 \$ en taxes, cet argent étant remis directement au chef d'état-major de l'ex-CNDP, le général Bosco Ntaganda.⁴¹

40 Projet Usalama, personne interrogée n° 27, Goma, 13 mai 2012.

41 Rapport du Groupe d'experts de l'ONU, 21 juin 2012, p. 29; rapport du Groupe d'experts de l'ONU, 11 décembre 2011, p. 91; rapport du Groupe d'experts de l'ONU, 29 novembre 2010, p. 44.

D'autres officiers de la PARECO en firent autant. En septembre et octobre 2010, alors que pesaient des rumeurs selon lesquelles les unités de l'ex-CNDP seraient bientôt déplacées à l'extérieur des Kivus, Ntaganda essaya de mobiliser des officiers de l'ex-PARECO contre le redéploiement. Il organisa plusieurs réunions à Minova, au bord du lac Kivu, avec d'anciens commandants PARECO, dont le colonel Edmond «Saddam» Ringo, le colonel Kifaru Nyiragiye, le colonel Ndayisaba Ngirabatware, le lieutenant-colonel Jean Burimasu et le lieutenant-colonel Mwendangabo Nsabimana. Sendugu Museveni, président de la PARECO désavoué, qui n'appréciait guère que les leaders Hutu se mêlent des affaires de la PARECO, rejoignit également ce groupe dissident. Ntaganda fit valoir qu'ils avaient été injustement marginalisés par un groupe corrompu de généraux de l'armée nationale—mais qu'il pourrait les aider.⁴² Il leur promit des cadeaux, paya leurs noces et leur donna de l'argent pour tenter d'affaiblir la position de Mugabo et de s'arroger un soutien Hutu. D'après un enquêteur de l'ONU, «il fallait coopérer avec Bosco pour pouvoir obtenir un poste de commandement en 2011».⁴³

Les commandants de la PARECO étaient trop faibles pour ne pas céder à ces appels, mais ils purent malgré tout exercer une certaine résistance. Mugabo et les Hutu alliés se livrèrent à une démonstration de force lors du processus de «régimentation» (la restructuration des unités de l'armée congolaise qui démarra début 2011), menaçant de faire défection. L'armée confia donc à Mugabo le commandement du 5^{ème} secteur opérationnel, basé dans le territoire de Lubero. Comme l'a dit un commandant de l'armée congolaise: «Même vu les jeux de pouvoir de Bosco—ou peut-être

42 Le colonel Saddam devint commandant du 10^{ème} secteur après l'arrestation d'un autre commandant de l'ex-PARECO, le colonel Gwigwi Busogi, d'après certaines allégations avec la complicité du général Ntaganda. Le colonel Kifaru était commandant du 111^{ème} régiment; le lieutenant-colonel Nsabimana, commandant du 105^{ème} régiment; et le lieutenant-colonel Bulimaso, commandant adjoint du 112^{ème} régiment.

43 Projet Usalama, personne interrogée n° 28, correspondance électronique, 17 décembre 2012.

justement à cause de ceux-ci—, il fallait que Kinshasa amadou Mugabo et ses commandants de l'ex-PARECO.»⁴⁴

Mutinerie du M23 et vestiges de la PARECO

Lorsque des officiers de l'ex-CNDP lancèrent la rébellion du M23 en avril 2012, avec le soutien du gouvernement rwandais, la PARECO avait été disloquée de sa base rurale et était marquée par de profondes divisions internes. Ni ses groupes locaux ni les hommes forts à l'échelon des provinces ne parvinrent à assurer une cohésion; le groupe n'avait aucun point d'ancrage et ses anciens dirigeants agissaient essentiellement dans le sens de leurs propres intérêts individuels. Certains ex-PARECO rejoignirent alors le M23, mais de manière désorganisée, et, depuis, la plupart ont été capturés ou en sont partis.

L'objectif initial de la mutinerie de Ntaganda était de renforcer le contrôle que le CNDP exerçait dans les Kivus face aux tentatives de démantèlement du réseau de l'ex-CNDP déployées par Kinshasa.⁴⁵ Pour préparer cette mutinerie, il déploya nombre de ses alliés de l'ex-PARECO à l'extrémité du Sud-Kivu, d'où la mutinerie était censée être lancée. La première vague de la mutinerie fut un échec, de nombreuses troupes de base rejoignant rapidement l'armée nationale. Les uns après les autres, les mutins furent rassemblés par les FARDC et arrêtés, dont la plupart des officiers de l'ex-PARECO.

Les conversations que nous avons eues avec une dizaine d'anciens commandants de la PARECO indiquent qu'aucun d'entre eux ne semblait croire qu'un grand nombre de commandants Hutu haut placés rejoindraient une nouvelle rébellion. *«Des individus comme Saddam sont susceptibles de chercher à défendre leurs propres intérêts personnels, mais dans l'ensemble, nous ne pouvons pas y aller si nos leaders n'y vont pas non plus»*, a déclaré un colonel

.....
44 Projet Usalama, personne interrogée n° 22, Bukavu, 27 août 2012.

45 Voir le rapport du Projet Usalama, «Du CNDP au M23: Évolution d'un mouvement armé dans l'est du Congo».

de l'ex-PARECO.⁴⁶ Cette opinion était largement partagée, nombre de ces personnes interrogées faisant fréquemment allusion à la manière dont le RCD avait mobilisé leur communauté en 1998 en nommant des Hutu à des postes politiques et sécuritaires importants. Telle est la logique de la mobilisation des groupes armés dans les Kivus, tout du moins parmi les Hutu: pour obtenir une adhésion massive, il faut passer par les leaders communautaires.

Dans un premier temps, il sembla peu probable que les élites politiques Hutu établies soutiennent le M23. La mutinerie s'investit d'abord peu dans la mobilisation d'une base politique; elle était davantage axée sur son avancée militaire. Ce n'est qu'en mai 2012 que des agents de la sécurité rwandaise commencèrent à instaurer un dialogue avec les élites de l'est de la RDC, dont des membres de la communauté Hutu, même s'ils exclurent explicitement certains leaders qu'ils avaient précédemment soutenus, notamment Eugène Serufuli et ses associés.⁴⁷ *«Ils ne font plus confiance à des gens comme Seninga, Kirivita ou Serufuli»*, a signalé un ancien agent de la sécurité rwandaise. *«Ils essaient de cultiver un nouveau groupe de leaders Hutu, mais il est difficile d'éviter ces poids lourds.»*⁴⁸ Des réunions de mobilisation organisées dans les villes rwandaises de Kigali, Gisenyi et Ruhengeri ont essayé d'attirer des agents de l'administration, des personnalités de la société civile et des hommes d'affaires Hutu—mais sans grand succès pour l'instant.

Fin 2012, cependant, la situation avait commencé à se détériorer. Kinshasa étant bien décidée à trouver une solution militaire, et en l'absence d'un véritable processus politique permettant de traiter la question du M23 ou d'autres groupes armés, toutes les conditions étaient

.....

46 Projet Usalama, personne interrogée n° 26, Goma, 22 août 2012

47 Eugène Serufuli se rendit à Goma en mai 2012, propageant ainsi la rumeur selon laquelle il souhaitait rejoindre le M23. D'après lui, il s'est abstenu de rencontrer des partisans du M23 lors de son transit à Kigali, mais des commandants de l'armée congolaise ont déclaré qu'ils avaient eu avec lui de longs entretiens. Projet Usalama, personne interrogée n° 28, correspondance électronique, 17 décembre 2012.

48 Projet Usalama, personne interrogée n° 103, Goma, 13 mai 2012.

réunies pour une nouvelle escalade de la violence. Plus cette incertitude perdurera et plus la M23 consolidera son pouvoir, plus les élites Hutu locales seront enclines à accélérer la mobilisation armée, à la fois pour s’arroger les faveurs de Kinshasa, mais aussi pour garder la possibilité de s’allier avec le M23 en cas de réussite des rebelles. Les responsables rwandais de la sécurité, inquiets de l’absence d’une base politique solide pour le M23, ont déjà accompli plusieurs démarches à cet égard.⁴⁹

Une renaissance de la PARECO? M23, Nyatura et PARECO-Fort

Une alliance de cette envergure serait capable de tirer parti d’une résurgence des milices Hutu dans les zones rurales des territoires de Masisi et de Kalehe. Depuis l’intégration de la PARECO dans l’armée nationale en janvier 2009, de nombreuses factions dissidentes—pour la plupart de petite taille, avec des effectifs se situant entre 40 et 200 soldats—ont fait leur apparition sur le terrain. Malgré l’opportunisme de certains de ces commandants, les groupes sont en général très proches des problématiques locales, telles que les conflits fonciers et les litiges relatifs aux postes d’autorité locaux. Un expert a ainsi rendu compte de l’existence de 15 petits groupes dissidents ne serait-ce que dans le territoire de Kalehe, au Sud-Kivu—composés de Hutus, mais pas seulement—, et des rapports internes de l’ONU indiquent qu’au moins une douzaine de groupes armés comptent dans leurs rangs des déserteurs de la PARECO.⁵⁰ Les deux groupes les plus notoires sont les Nyatura («Frapper fort») et le PARECO-Fort. Ils illustrent parfaitement la complexité des liens entre conflit foncier, transfuges de l’armée et d’autres griefs qui perdurent de longue date.

Au mois d’août 2011, on apprenait qu’un groupe de plusieurs centaines de jeunes gens armés s’était mobilisé dans les hauts plateaux du territoire

49 Projet Usalama, personne interrogée n° 105, entretien téléphonique, 26 décembre 2012; Projet Usalama, personne interrogée n° 20, entretien téléphonique, 26 décembre 2012.

Au sujet de la faiblesse de la base politique du M23, voir le rapport du Projet Usalama, «Du CNDP au M23», op. cit.

50 Projet Usalama, personne interrogée n° 23, Goma, 23 août 2012.

de Kalehe, près de la ville de Lumbishi. Comme de nombreux autres groupes Hutu sans rapport les uns avec les autres, celui-ci prit le nom de Nyatura. Ce n'est pas par hasard que cet événement se produisit à ce moment-là: l'armée congolaise était en plein processus de consolidation, connu sous le nom de «régimentation», privant ainsi de nombreux commandants de leur poste. C'était notamment le cas du leader des Nyatura, le lieutenant-colonel Matias Kalume Kage, un ancien commandant de la PARECO né à Lumbishi. L'ancien président de la PARECO au Sud-Kivu, Bizagwira Muhindi, en gérant l'aile politique. Kalume avait été commandant des opérations pour le 24^{ème} secteur à Uvira jusqu'à la mi-2011, lorsque commença la régimentation. *«Kalume a passé plusieurs mois dans un camp d'intégration de l'armée sans se voir attribuer de nouveau poste, alors il a décidé de faire défection et de retourner dans son village»*, a expliqué un de ses anciens camarades de la PARECO.⁵¹

La conjugaison de plusieurs facteurs rendit cette zone réceptive à l'appel aux armes lancé par Kalume. Tout d'abord, un désaccord au sein de l'armée congolaise rendait le terrain fertile pour les nouvelles rébellions. Plus ou moins au moment où Kalume faisait défection, le commandant de secteur ex-PARECO de Kalehe, le colonel Gwigwi Busogi, fut arrêté pour trafic de minerais—et un contingent de soldats qui lui était fidèle quitta l'armée pour rejoindre les Nyatura dans les hauts plateaux, où les déserteurs trouvèrent une population locale prête à les accueillir. En raison d'un conflit ancien relatif à des terrains situés autour de Ngungu, dans le sud du territoire de Masisi, une partie de la population Hutu de cette zone s'était enfuie vers Lumbishi, au Sud-Kivu, début 2011, certains rejoignant les Nyatura.

D'après des travaux de recherche menés par l'ONG locale Action pour la paix et la concorde (APC), ce conflit opposait la famille de Shamamba Muhabura, un Hunde qui détenait des titres de propriété à Kamatare depuis les années 1970, à des paysans Hutu locaux. En 2011, le représentant local de la veuve de Shamamba, un Tutsi qui entretenait

.....
 51 Projet Usalama, personne interrogée n° 7, Goma, 3 avril 2012.

des liens étroits avec l'armée locale, chargea des soldats de chasser ces paysans des terres. Les paysans lancèrent alors plusieurs actes de représailles qui firent plusieurs morts.⁵²

Comme pour de nombreux autres conflits locaux, les dissensions relatives au leadership coutumier de la région furent un autre facteur clé. À l'instar de Masisi, les hauts plateaux de Kalehe avaient connu une immigration massive de Hutu et de Tutsi du Rwanda pendant l'époque coloniale—la majorité de la population des hauts plateaux descend de ces immigrants. Numbi, village des hauts plateaux considéré comme son centre économique, avait été le théâtre d'une lutte autour de l'autorité coutumière.

Le chef de groupement (la deuxième entité administrative ethnique en termes de taille) de Buzi, Mwami («chef») Raymond Sangara, avait nommé Elias Buhuzu, un Tutsi, chef local de Numbi. Lorsque son fils et successeur abdiqua en 2003, les autorités provinciales le remplacèrent par un leader Hutu. Cependant, sous l'effet des pressions exercées par la communauté Tutsi et avec l'aide d'officiers de l'ex-CNDP, le nouveau chef Tutsi Célestin Seburikandi fut installé au pouvoir en juillet 2011. Cela précipita l'opposition de la population locale, et lorsque Seburikandi remplaça le chef du village à Lumbishi au mois d'août, ce dernier fut assassiné deux jours plus tard, par des membres des Nyatura à en croire certaines allégations.

À la mi-2012, les Nyatura comptaient entre plusieurs dizaines et quelques centaines de combattants.⁵³ Ils étaient principalement basés

52 Action pour la paix et la concorde, «Flash Info sur les dynamiques autour de la formation du groupe armé 'NYATURA' dans les Hauts Plateaux entre le Territoire de Kalehe et de Masisi», 10 septembre 2011.

53 Un rapport de l'ONU daté du 24 décembre 2011 cite une estimation donnée par l'administrateur adjoint du territoire de Kalehe selon laquelle les soldats Nyatura auraient été environ 70, tandis qu'un rapport d'APC daté de septembre 2011 suggère que plusieurs centaines de soldats avaient rejoint le mouvement. Un rapport de l'armée congolaise de mars 2012 signale que les effectifs Nyatura s'étaient effondrés, passant de plusieurs centaines à seulement 16 du fait des pressions exercées par l'armée; rapport de la DDR/RR de la MONUSCO sur le Sud-Kivu, 8 mars 2012.

autour de Shanje et de Chambombo, au nord de Kalehe, et collaborèrent à plusieurs reprises avec les troupes des FDLR en faction non loin de là. Parmi leurs revendications, citons la libération du colonel Gwigwi, le rétablissement de l'ancien chef de village de Numbi et le rejet de toute collaboration avec les troupes rwandaises ou de l'ex-CNDP.⁵⁴ Fin 2012, les FARDC, avec le soutien des Casques bleus de l'ONU, avaient intensifié leurs opérations contre les Nyatura, les repoussant en direction du nord vers des zones reculées et provoquant de nombreuses défections.

La deuxième grande faction dissidente, le PARECO-Fort, est basée autour de Lukopfu, dans les régions montagneuses du centre de Masisi. Comme les Nyatura, ce groupe a été formé à partir d'un groupe de transfuges de l'ex-PARECO qui ont pris part à un conflit foncier impliquant des unités militaires de l'ex-CNDP et des propriétaires fonciers Tutsi. Désormais, ce groupe s'appelle lui aussi Nyatura, ce qui peut prêter à confusion.

Son leader est le lieutenant-colonel Marcel Habarugira Rangira, un ancien commandant de la PARECO qui a été déployé à Walikale après avoir intégré l'armée. En octobre 2011, il a déserté son unité FARDC pendant le processus de régimentation: commandant de brigade adjoint, il s'attendait en effet à être promu commandant de bataillon. Mais Bosco Ntaganda confia ce poste au lieutenant-colonel Pendo, le frère du colonel Saddam, fidèle de Ntaganda. Après deux arrestations distinctes et un transfert en détention militaire, Habarugira s'échappa de nouveau en janvier 2011 et se rendit dans sa région d'origine, juste au sud de la ville de Masisi. Il fut rejoint par d'autres déserteurs, dont le commandant adjoint du PARECO-Fort, le capitaine Innocent «Binebine» Mateso, un autre commandant de l'ex-PARECO natif de Lukopfu qui avait déserté l'armée à plusieurs reprises depuis 2009.⁵⁵

54 Rapport hebdomadaire de la DDR/RR de la MONUSCO sur le Sud-Kivu, 30 octobre 2011, qui cite une source locale du service du renseignement et rapproche les récits d'officiers de l'ex-PARECO.

55 Document interne confidentiel de l'ONU sur le PARECO-Fort. Des commandants de l'ex-CNDP s'étaient précédemment servis de Binebine pour chasser des paysans Hutu

Le conflit foncier à Lukopfu remonte au moins à 2007, lorsque des propriétaires fonciers locaux, Tutsi pour la plupart, affirment que la PARECO a commencé à rafler leurs vaches et à mobiliser des paysans pour organiser une occupation illégale de leurs champs. En 2010, des soldats de l'ex-CNDP déployés dans la région avaient commencé d'expulser ces squatters, commettant, d'après certaines allégations, de sérieuses atteintes aux droits de l'homme.⁵⁶ Le PARECO-Fort réussit à mobiliser des membres de la population locale contre ces propriétaires fonciers—et commit ses propres exactions, dont une rafle de bétail le 8 février au cours de laquelle trois Tutsi trouvèrent la mort.

Ces agitations localisées s'empêtrèrent ensuite dans une escalade de la violence dans le sud de Masisi lorsque deux conflits distincts s'étendirent à ces régions montagneuses. Les Raia Mutomboki, un groupe d'autodéfense issu du territoire de Shabunda, au Sud-Kivu, entra dans Walikale et Masisi, convertissant des milices Maï-Maï existantes à leur implacable idéologie anti-FDLR.⁵⁷ Résultat: les FDLR déplacèrent leur quartier général à l'écart de la frontière Masisi-Walikale, où elles étaient basées depuis plus de dix ans, mais plusieurs centaines de soldats FDLR restèrent sur place au sein d'unités Nyatura, s'étant laissé convaincre par les leaders Hutu locaux. En même temps, la rébellion du M23 incita l'armée congolaise à sortir certaines de ses troupes de Masisi, laissant derrière elles un vide sécuritaire au moment précis où les tensions montaient entre les Hutus et les autres communautés. Des violences s'ensuivirent, au cours desquelles plus de 75 villages furent incendiés, des centaines de personnes tuées et des milliers d'autres déplacées.⁵⁸

.....

de leurs terres, mais par la suite, Binebine changea d'allégeance et se mit à défendre ces mêmes paysans.

56 Haute-Commission aux droits de l'homme des Nations Unies, «Rapport de mission JPT à Bihambwe, Lukopfu, Katale, Rubaya, Kibabi, Territoire de Masisi, 1-4 juin 2010»; rapport du Groupe d'experts des Nations Unies, 7 juin 2011, pp. 53-55; rapport du Groupe d'experts des Nations Unies, 29 novembre 2011, p. 73.

57 Voir le prochain rapport du Projet Usalama consacré aux Raia Mutomboki.

58 Haute-Commission aux droits de l'homme des Nations Unies, «Rapport du

En août 2012, l'armée nationale fut contrainte de prendre des mesures à l'encontre de ces milices. Des agents à Kinshasa redoutaient également que, livrés à eux-mêmes, les Nyatura puissent se rallier au M23 et qu'ainsi l'ancienne alliance Hutu-Tutsi soit renouée. Le général Gabriel Amisi, commandant des forces terrestres, aidé de Seninga et de Turinkinko, forma un régiment placé sous les ordres de Habarugira, intégrant ainsi le gros des soldats Nyatura des régions de Kibabi et de Katoyi, au sud de Masisi, dont certains membres des FDLR, dans l'armée congolaise. Cependant, d'autres groupes Nyatura, dans le nord de Masisi, dont ceux qui sont commandés par Munyamariba à Mianja et Bavakure à Mokoto, ne sont toujours pas contrôlés par l'armée.

.....

bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme sur les violations des droits de l'homme commises par des groupes armés lors d'attaques de villages dans les groupements Ufamandu I et II, Nyamaboki I et II et Kibabi, Territoire de Masisi, province du Nord-Kivu», novembre 2012.

5. Conclusions et considérations d'ordre politique

Aborder la question de la PARECO—et de ses différents groupes dérivés—implique de se pencher sur la dynamique sociale complexe à l'origine de sa création. Tandis que ses prédécesseurs, des milices apparues dans le contexte de la violence communale qui caractérisait le territoire de Masisi en 1993, étaient ancrés dans les réalités locales—pauvreté, pénurie de terres et marginalisation sociale—, les différentes vagues de mobilisation armée de la communauté Hutu qui suivirent furent quelque peu détachées de cette base et plus proches des élites militaires et politiques à Goma, Kigali et Kinshasa. Ces groupes armés constituèrent de plus en plus un moyen pour les officiers mécontents de se réinventer et, pour les élites politiques, de gagner de l'influence.

Cette relation entre les groupes armés Hutu, les décideurs politiques et, dans une moindre mesure, les hommes d'affaires, fut consolidée sous le leadership du gouverneur du Nord-Kivu, Eugène Serufuli, entre 2000 et 2004 et fut manifeste sur la période 2006-2008, lorsque les groupes armés proliférèrent juste avant les pourparlers de paix et la dernière série d'intégration de l'armée. Ces réseaux politiques sont tellement puissants que tout groupe armé Hutu de taille non négligeable est obligé de passer par eux pour pouvoir être reconnu politiquement et accéder à de plus importantes ressources.

Mais les chamailleries permanentes de la PARECO révèlent également une faiblesse interne fondamentale, ainsi qu'une fragmentation de la communauté. La PARECO n'est pas imputable à un facteur unique—individus ou groupes d'intérêts. Elle est en partie le résultat de divisions au sein de la communauté Hutu, entre les leaders qui avaient rejoint le RCD, ceux qui s'étaient battus aux côtés des Maï-Maï et la nouvelle bourgeoisie militaire Hutu. En outre, si certains partisans de la PARECO voulaient recourir à la force militaire pour influencer les négociations politiques, ils craignaient aussi d'être punis pour avoir soutenu les

rebelles. Par exemple, l'ONU a imposé des sanctions au TPD pour avoir soutenu l'avancée de Laurent Nkunda sur Bukavu en 2004 et distribué des armes à la population locale de Masisi; certes, ces sanctions n'ont guère affecté le statut financier du groupe, mais elles ont assurément terni sa réputation. Cette attitude «un pied dedans, un pied dehors»—typique des élites politiques congolaises—a également porté atteinte à la cohérence politique de la PARECO.

Il est impératif que le gouvernement de Kinshasa et les donateurs internationaux revoient leur copie et formulent une stratégie exhaustive contre la violence dans les Kivus en tenant compte des trois entités décrites ci-dessus—élites politiques, communautés locales et officiers militaires—, chacune d'elles posant différents défis pour la stabilisation de l'est du Congo.

Impliquer les élites politiques

La montée en puissance du M23 a commencé à entraîner l'instauration d'un mouvement de contre-mobilisation parmi la communauté Hutu, y compris nombre des individus qui avaient fait partie de la PARECO. Des réseaux Hutu d'élite, depuis les zones montagneuses rurales jusqu'au bureau du gouverneur à Goma, continuent de vouloir rassembler des hommes autour d'un mouvement armé afin de défendre leurs intérêts et leur base de pouvoir. La faiblesse de l'État et son incapacité à garantir la sécurité foncière et personnelle ont renforcé cette logique de politique de milice.

Personne ne s'étonnera d'apprendre que les leaders Hutu qui symbolisent le mieux le lien entre la mobilisation armée et la politique sont aussi ceux qui ont fait carrière dans la rébellion. Robert Seninga, par exemple, était à la tête d'une milice locale pendant la guerre de Masisi en 1993 avant que le gouvernement rwandais ne l'assimile en 1998. Personnage clé du cercle rapproché du gouverneur Eugène Serufuli, il a continué d'user de son influence—notamment dans le sud de Masisi, sa base d'origine—pour mener des actions alternant entre le ralliement de troupes et la conclusion d'accords de paix. Un autre bon exemple est celui d'Emmanuel Munyamariba, également leader d'une milice locale

en 1993, qui faisait partie des nombreux administrateurs locaux nommés par Serufuli. Au moment de la rédaction des présentes, il conservait une milice dans la région, aux alentours de Lushebere, dans le centre de Masisi, qui protège la communauté locale tout en la taxant, et avait participé à des batailles avec des factions Hunde aussi récemment qu'en octobre 2012.

L'apogée de ce type de politique dirigée par des hommes forts a sans doute été atteint sous le gouvernorat de Serufuli. Dans la période qui précéda les élections de 2006, celui-ci se rangea du côté de Kabila et vint s'installer à Kinshasa, où il finit par devenir président du conseil d'administration de la compagnie nationale d'électricité. Depuis, il a créé son propre parti politique, l'Union des congolais pour le progrès (UCP), qui compte des ministres à la fois au sein du gouvernement national et des gouvernements provinciaux, et bénéficie d'une forte représentation à l'assemblée provinciale.⁵⁹

Mais si la démocratie a encouragé la communauté Hutu, qui constitue l'ethnie majoritaire dans le sud de la province, elle l'a également mise en opposition directe avec les Nande, la plus importante communauté du Nord-Kivu dans son ensemble. Les politiciens Nande ont le sentiment que le bureau du gouverneur, que Serufuli souhaite toujours retrouver, leur appartient. Avec la rébellion du M23 qui se poursuit, cela souligne qu'il est impératif que les Hutu maintiennent une force militaire. La logique, cependant, n'est plus de pouvoir contrôler le territoire sur le plan militaire, d'autant plus que l'UCP est alliée du gouvernement Kabila, mais de conserver la capacité de mobiliser les électeurs et les soldats en fonction des besoins.

Que va-t-il advenir de cette logique de violence armée? Certains des principaux défis et opportunités se trouvent dans la Constitution congolaise de 2006, dont certaines parties n'ont pas encore été mises en œuvre. La décentralisation et les élections locales, en particulier,

⁵⁹ Le président de l'assemblée provinciale est de l'UCP, de même que plusieurs autres parlementaires.

pourraient apporter à la fois des solutions et des obstacles à la stabilité. En vertu de la Constitution, les provinces sont censées gérer 40 % des revenus de l'État, tout en prenant la relève de Kinshasa concernant certaines responsabilités administratives. Le document fondateur appelle à la tenue d'élections locales dans le but d'instaurer un nouvel échelon d'organes représentatifs dans les villes, les communes, les chefferies et les secteurs. Concernant ces deux derniers, il convient de noter qu'une chefferie est une entité coutumière censée se composer d'une population relativement homogène sur le plan ethnique et où la légitimité du chef est issue des traditions. En revanche, le secteur, au sein duquel aucun groupe ethnique ne domine et dont le chef est désigné par le gouvernement central, est un vestige du régime colonial belge.

En elle-même, la décentralisation est loin d'être une panacée. Le fait de céder une partie du pouvoir aux provinces pourrait contribuer à envenimer encore davantage les relations entre les communautés locales, faire ressortir les inégalités subnationales et créer de nouvelles niches de corruption.⁶⁰ Mais il s'agit là de l'une des principales revendications des élites locales de tout l'est du pays, qui ne font pas confiance à Kinshasa. Cette méfiance est d'ailleurs souvent manifeste: plusieurs leaders Hutu qui soutenaient la PARECO ont refusé des postes au sein du gouvernement national car ils n'étaient pas disposés à se séparer de leur base de pouvoir. *«Vu la façon dont le pouvoir fonctionne à Kinshasa, on n'est personne si l'on n'a pas de base de pouvoir. Masisi est notre base»*, a expliqué un leader Hutu.⁶¹

Or, Kinshasa n'a tenu à renoncer à aucun pouvoir, mettant des années à accepter de céder les 30 % de revenus fiscaux et s'abstenant de développer les capacités institutionnelles locales pour leur permettre d'assumer à

60 Pour obtenir une présentation générale de ces défis, consulter l'ouvrage de Herbert Weiss et Georges Nzongola-Ntalaja, «Decentralization and the DRC: An overview» (New York: Center for International Cooperation, 2009); Kai Kaiser, «Decentralization in the Democratic Republic of Congo: Opportunities and Risks» (document de travail pour le programme d'études internationales, université de l'État de Géorgie, 2008).

61 Projet Usalama, personne interrogée n° 24, Goma, 15 août 2012.

leur tour des fonctions clés de l'État. Ce message sans complaisance a été réaffirmé par une révision de la Constitution apportée début 2011, au titre de laquelle la coalition du Président Kabila réduisait l'indépendance des provinces, permettant à l'exécutif à Kinshasa de dissoudre les assemblées provinciales et de limoger les gouverneurs en cas d'impasse.

De même, le plan de reconstruction de l'est du pays ravagé par la guerre—la stratégie nationale s'appelle le Plan de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés (STAREC), et elle est soutenue par une Stratégie internationale de soutien au processus de sécurité et de stabilisation (ISSS) de la part des donateurs—s'est effondré en raison d'un manque de vision et de volonté politique. Entre 2009 et 2011, la contribution du gouvernement s'est élevée à seulement 20 millions \$, soit moins de 10 % du budget total, et son apport en matière de capital politique a été encore plus faible. Les tribunaux nouvellement établis sont en sous-effectifs, la police n'a pas été payée et les nouvelles routes n'ont pas été entretenues correctement. La conclusion d'une évaluation a été que le plan *«mettait bien moins l'accent sur la gouvernance que sur l'infrastructure»*.⁶²

Dans le même ordre d'idées, des élections importantes ont également été reportées. Les élections locales prévues pour 2008 n'ont jamais eu lieu et leur nouvelle date, à savoir février 2013, est irréaliste. Or, ces élections pourraient radicalement modifier la politique locale, et ainsi affecter la dynamique des groupes armés. Dans les chefferies rurales, les chefs coutumiers seront désormais tenus de rendre compte de leurs actes devant un conseil élu par le peuple, tandis que l'autorité et les finances des chefferies dans leur ensemble seront renforcées.⁶³ 40 % des finances de la province sont censées être gérées par les différentes institutions décentralisées: communes, villes et chefferies.

62 Oxfam Lobby Briefing, «“For me, but without me, is against me” — Why efforts to stabilize the eastern Congo are not working» (Oxford: Oxfam, 2011).

63 La loi organique 08/16 du 7 octobre 2008 stipule que 40 % des taxes nationales collectées dans les provinces doivent être reversées aux villes, aux communes et aux chefferies.

À Masisi et Rutshuru (mais pas dans le Nord-Kivu dans son ensemble), cela pourrait se traduire par un renforcement du pouvoir de la communauté Hutu en lui conférant une représentation élue au sein du gouvernement local pour la première fois depuis des décennies. Toutefois, c'est aussi pour cette raison que les élections sont susceptibles d'inquiéter les élites coutumières—principalement les Hunde et Tembo à Masisi, et les Hutu et Nande à Rutshuru—quant à leur statut. Mais s'il est géré correctement, le nouveau conseil de chefferie et son collègue exécutif pourraient fournir un forum propice à la réconciliation et au partage des pouvoirs au niveau local. Comme cela s'est souvent vu par le passé, les élections pourraient en revanche également entraîner des violences.

En somme, le gouvernement du Président Kabila n'est pas disposé à renforcer la capacité de l'État local ou à organiser des élections locales, ou il en a été incapable. Cette apparente indifférence ou ce mépris de l'État de droit et du bien-être public a convaincu les élites de maintenir leur pression militaire pour protéger leurs intérêts.

Impliquer les leaders militaires

Les groupes armés sont devenus des monnaies d'échange pour les officiers militaires individuels. Pour les commandants mécontents de leur statut ou de leur rang, la rébellion demeure une option viable, un moyen de négocier un paiement en espèces ou une meilleure promotion. Si ces transfuges ne parviennent pas toujours à leurs fins—et l'expérience montre que cette stratégie ne fonctionne qu'avec ceux qui bénéficient d'un soutien politique considérable—, ils sont rarement punis. Depuis le processus d'unification nationale de 2003, plusieurs autres séries de négociations ont eu lieu, dont la plus importante a été l'Accord du 23 mars 2009. L'État étant fragile et ne disposant pas de bâton suffisamment persuasif pour réprimander les dissidents, il ne peut plus que manier la carotte.

Il sera difficile de mettre un terme à ce processus sans réforme sérieuse du secteur sécuritaire (RSS), que le gouvernement s'est montré réticent à mettre en œuvre. Il ne fait aucun doute que le pays est encore loin de

disposer d'une armée nationale solide capable de décourager de nouvelles rébellions et de traiter ses soldats équitablement. Les efforts de réforme en cours soutenus par les donateurs—tels que la formation de bataillons individuels et l'implantation de tribunaux itinérants pour juger les contrevenants—sont des initiatives trop fragmentaires et de trop courte durée pour avoir un impact pérenne. Pour sa part, le gouvernement, déçu par les exigences des donateurs et les modestes budgets de RSS, insiste pour que toute réforme soit bilatérale et inconditionnelle.

La faiblesse des FARDC semble condamner le gouvernement de Kinshasa à d'éternels cycles de négociations avec les rebelles. Depuis 2009, le ministre de la Défense, inquiet de ce que des pourparlers pourraient encourager une nouvelle mobilisation, a annoncé à maintes reprises qu'il n'y aurait plus de négociations avec les groupes armés. Pourtant, des commandants de l'armée ont poursuivi des exercices ponctuels d'intégration, remettant de l'argent aux Forces républicaines fédéralistes (FRF), au Front de la résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), à la milice Nyatura et à d'autres groupes entre 2011 et 2012. Comme on pouvait s'y attendre, ces accords n'ont été que de courte durée. La défaite humiliante de l'armée en novembre 2012 entre les mains du M23—qui aurait agi en collaboration avec l'armée rwandaise—souligne plus que jamais la nécessité de réformer l'armée.

Quant à la démobilisation, le gouvernement a également rejeté tout nouveau programme, redoutant encore une fois une future remobilisation. Les programmes dirigés par la Banque mondiale se sont achevés en 2011 et, à l'heure actuelle, les militaires ne peuvent bénéficier que d'une démobilisation ponctuelle qui n'est pas assortie d'avantages complets pour soutenir leur réintégration.

Cette approche erratique n'a fait qu'encourager le recours aux milices en tant que monnaie d'échange. Kinshasa, avec ses partenaires donateurs, se devra de formuler une stratégie exhaustive pour s'attaquer aux groupes armés qui perdurent dans les Kivus. Vu la faiblesse de son appareil militaire, il est inévitable que parmi les solutions à court terme figurent de nouveaux pourparlers de paix, ainsi qu'une forme d'exercice de réintégration et de démobilisation. Ces solutions seront mises en

œuvre de manière bien plus transparente, et assorties d'une médiation internationale, d'un contrôle des criminels de guerre et du déploiement d'officiers en dehors des Kivus.

La démarche consistant à favoriser ouvertement le CNDP lors des précédentes négociations a également montré ses limites. Dans un premier temps, cela a permis d'apaiser la plus forte des factions militaires dans les Kivus, mais cette tactique a également provoqué l'indignation des autres communautés et une contre-mobilisation qui a contribué à l'échec de l'accord de paix de 2009.

Impliquer l'échelon local

Ce n'est pas un hasard si les officiers militaires mécontents lancent des rébellions dans des régions ravagées par les conflits locaux, lesquels sont d'ordre foncier dans la plupart des cas. Les exemples ci-dessus concernant les Nyatura et le PARECO-Fort l'illustrent parfaitement. Et si ces dynamiques locales ne constituent pas aujourd'hui le principal moteur du conflit, il s'agit de facteurs importants sur lesquels il faut se pencher.

Chercher à résoudre les problèmes de tenure foncière revient toutefois à ouvrir une boîte de pandore. Comme l'ont affirmé de nombreux experts, la confusion qui règne au niveau du statut juridique—l'État étant légalement le propriétaire de toutes les terres mais les chefs, souvent eux-mêmes enlisés dans des batailles d'héritage, étant les administrateurs fonciers *de facto* d'une grande partie de l'est du pays—se retrouve au cœur de nombreux conflits. Dans un territoire comme celui de Masisi, cette situation affecte la population Banyarwanda qui, dans sa majorité, ne contrôle aucune chefferie mais forme le gros de la population. L'inégalité de la répartition des terres, de vastes fermes, des plantations et le Parc national des Virunga lui-même occupant une majeure partie de l'espace rural, ne fait qu'accentuer la fracture ethnique.

Les donateurs semblent être d'accord avec Kinshasa sur l'idée qu'un marché foncier réglementé par le gouvernement serait préférable, au sein duquel les fermiers détiendraient leurs titres de propriété. Reste toutefois à savoir comment y parvenir. Un tel marché nécessite l'existence d'un État performant, et de cadastres accessibles par les paysans même parmi

les plus démunis et dans les lieux les plus reculés. L'adoption soudaine d'un marché foncier et l'abolition de la tenure coutumière engendraient une résistance parmi de nombreuses entités et pourraient donner un avantage disproportionné à des élites rurales, lesquelles pourraient alors manipuler les registres à leur avantage. Inversement, la redistribution subite des avoirs fonciers dans le but de réduire les pressions sur les populations rurales démunies pourrait provoquer l'opposition des grands propriétaires terriens, dont certains sont très proches des factions armées.

Il ne fait par conséquent aucun doute que la réforme foncière, même s'il s'agit d'une problématique complexe et confuse, doit faire partie d'une stratégie globale. Les éléments clés d'une telle stratégie pourraient inclure un audit des titres fonciers dans les principaux territoires, ainsi qu'une transition gérée d'une réglementation coutumière des terres vers une réglementation étatique. Il faudrait pour cela réfléchir à la tenure de groupe pour certaines communautés, à la formalisation des pratiques coutumières et à une expansion des comités actuellement dédiés à la résolution des litiges dans les zones rurales. Parallèlement, le gouvernement devrait simplifier l'accès à l'État et le rendre moins intimidant pour les populations rurales démunies.

Le problème des groupes armés ne saurait être traité sur une base individuelle. Ils réagissent en effet les uns aux autres, ainsi qu'aux troubles imputables à la faiblesse de l'État et aux conflits relatifs au foncier et au pouvoir local. Une stratégie multidimensionnelle s'impose, une qui puisse s'attaquer simultanément à tous ces différents niveaux de litiges. De nombreux groupes armés ont évolué au cours des deux dernières décennies, les plus importants d'entre eux, notamment la PARECO, s'étant bien plus intégrés dans les réseaux d'élite et leurs leaders cherchant à bénéficier du soutien des hommes forts à Kinshasa, Goma et Kigali afin de profiter de leur générosité et d'en dégager des avantages lucratifs s'ils s'intègrent ou se démobilisent.

Pour de nombreux jeunes gens de l'est du pays, la violence armée est devenue un mode de vie—au même titre qu'elle représente pour leurs leaders un moyen de prendre le pouvoir. Il est impossible de modifier cette dynamique rapidement ou par des moyens simplistes: même si,

aujourd'hui, la plupart des groupes armés Hutu ne sont plus en activité, la politique axée sur la domination des hommes forts reste une réalité.

Les solutions ne peuvent se trouver qu'au moyen d'un dialogue entre toutes les parties, y compris les groupes armés. Pour résumer, les questions les plus critiques sur lesquelles un tel dialogue devra s'attarder sont la décentralisation, la gouvernance locale, la réforme foncière et l'intégration militaire. L'autre facteur décisif est également le passé, qu'il faut analyser pour éclairer les développements actuels. Les leaders de milices de la région tout comme ses politiciens sont profondément enracinés dans l'histoire de leurs communautés—et ce qui peut sembler être de l'histoire ancienne pour des observateurs externes est en réalité susceptible de stimuler les passions, la colère et les préjugés.

Glossaire des acronymes, termes et expressions

Actes d'engagement	Des actes signés par la plupart des groupes armés dans les Kivus
AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre
ALiR	Armée de libération du Rwanda
APC	Action pour la paix et la concorde
APCLS	Alliance patriotique pour un Congo libre et souverain
Banyarwanda	Peuple originaire du Rwanda, autrement dit les Hutu et les Tutsi congolais
Bataillon Requin	81 ^{ème} brigade de l'armée congolaise
Bene mugab'umwe	Fils d'un même père (kinyarwanda)
Chefferie	La plus grosse structure coutumière du gouvernement
Chef de localité	Type de chef coutumier local
Chef de quartier	Type de chef coutumier local
CNDP	Congrès national pour la défense du peuple
Démobs	Jeunes combattants PARECO démobilisés
FAR	Forces armées rwandaises
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FDL	Forces de défense locale
FDLR	Forces démocratiques pour la libération du Rwanda
FPR	Front patriotique rwandais
FRF	Forces républicaines fédéralistes
FRPI	Front de la résistance patriotique de l'Ituri
Groupeement	Division administrative d'ordre ethnique
ISSS	Stratégie internationale de soutien au processus de sécurité et de stabilisation (<i>International Security and Stabilization Strategy</i>)
Kimia II	Paix II (kiswahili)
Kumongore	Choisir un morceau (kinyarwanda)

Maï-Maï	Milices d'autodéfense communautaires; nom tiré du mot «maji», qui signifie «eau» en kiswahili
Mixage	Intégration du CNDP dans l'armée nationale
MAGRIVI	Mutuelle agricole des Virunga
Mongols	Milice Hutu; dérivé du mot <i>kumongore</i> (voir ci-dessus)
Mutuelle	Groupe d'entraide basé sur des critères ethniques
Mwami	Chef (kinyarwanda)
Nyatura	Frapper fort (kinyarwanda)
Nyumba kumi	Chefs locaux (kiswahili)
PARECO	Coalition des patriotes résistants congolais
PARECO-Fort	Groupe dissident de la PARECO
Petit Nord	Partie inférieure du Nord-Kivu qui regroupe les territoires de Nyiragongo, de Masisi, de Rutshuru et de Walikale
Programme Amani	Programme pour la paix (kiswahili)
QG	Quartier général
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RDC	République démocratique du Congo
STAREC	Plan de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés (<i>Stabilization and Reconstruction Plan for War-Affected Areas</i>)
Le Système	Complicité entre un chef d'entreprise et une milice
TPD	Tous pour la paix et le développement
UCP	Union des Congolais pour le progrès
Umoja Wetu	Notre unité (kiswahili)
Usalama	Paix, sécurité (kiswahili)

Bibliographie

- Action pour la paix et la concorde, «Flash Info sur les dynamiques autour de la formation du groupe armé 'NYATURA' dans les Hauts Plateaux entre le Territoire de Kalehe et de Masisi», 10 septembre 2011.
- «Rapport final du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la République démocratique du Congo», document de l'ONU S/2003/1027, 23 octobre 2003.
- Herbert Weiss et Georges Nzongola-Ntalaja, «Decentralization and the DRC: An overview» (New York: Center for International Cooperation, 2009).
- Human Rights Watch. «République démocratique du Congo: Attaques contre des civils au Nord-Kivu» (Volume 17 No. 9A). Juillet 2005.
- Kai Kaiser, «Decentralization in the Democratic Republic of Congo: Opportunities and Risks» (International Studies Program Working paper, université de l'État de Géorgie, 2008).
- Rapport hebdomadaire de la DDR/RR de la MONUSCO sur le Sud-Kivu, 30 octobre 2011.
- Rapport hebdomadaire de la DDR/RR de la MONUSCO, 24 décembre 2011.
- Oxfam Lobby Briefing, «“For me, but without me, is against me”: Why efforts to stabilize the eastern Congo are not working» (Oxford: Oxfam, 2011)
- Rapport de synthèse finale d'intégration accélérée et classique des groupes armés du Nord Kivu. Document de l'armée congolaise, 2009.
- «Rapport final du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la République démocratique du Congo», document de l'ONU S/2001/357, 12 avril 2011.
- «Rapport du Groupe d'experts sur la RDC» (document de l'ONU S/2005/436). 26 juillet 2005.
- «Rapport du Groupe d'experts sur la RDC» (document de l'ONU S/2008/773). 12 décembre 2008.
- «Rapport du Groupe d'experts sur la RDC» (document de l'ONU S/2010/596). 29 novembre 2010.
- «Rapport du Groupe d'experts sur la RDC» (document de l'ONU S/2008/345). 7 juin 2011.

«Rapport du Groupe d'experts sur la RDC» (document de l'ONU S/2011/738). 2 décembre 2011.

«Rapport du Groupe d'experts sur la RDC» (document de l'ONU S/2012/348). 21 juin 2012.

Commission des droits de l'homme des Nations Unies, «Rapport de mission JPT à Bihambwe, Lukopfu, Katale, Rubaya, Kibabi, Territoire de Masisi, 1er-4 juin 2010». Juin 2010.

LE PROJET USALAMA ENQUÊTE SUR L'ÉMERGENCE ET LA RÉSILIENCE DES GROUPES ARMÉS DANS L'EST DE LA RDC ET FOURNIT UNE ANALYSE ÉLABORÉE DES STRATES COMPLEXES FORMÉES PAR L'INGÉRENCE DES VOISINS DE L'EST. LES RAPPORTS DU PROJET USALAMA OFFRENT UNE LECTURE INCONTOURNABLE AUX DÉFENSEURS DES DROITS ET AUX TRAVAILLEURS HUMANITAIRES SOUCIEUX DE LUTTER CONTRE LES INNOMBRABLES MEURTRES PERPÉTRÉS DANS L'EST DU CONGO.

—SULIMAN BALDO, DIRECTEUR DU PROGRAMME AFRIQUE, CENTRE INTERNATIONAL POUR LA JUSTICE TRANSITIONNELLE



Catholic University of Bukavu



OPEN SQUARE PROJECT



HUMANITY
UNITED



Rift Valley Institute
Taasisi ya Bonde Kuu
معهد الأخود العظيم
Machadika Dooxada Rift
Institute of the Vale do Rift
東非大裂谷研究院
Institut de la Vallée du Rift

ISBN 978-1-907431-14-2



9 781907 431142 >